

Table des matières

Rapport de gestion

1. Points saillants	1
2. Introduction	2
3. À propos de CAE	3
4. Variations de change	12
5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières	14
6. Résultats consolidés	16
7. Résultats par secteur	19
8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés	27
9. Situation financière consolidée	28
10. Regroupements d'entreprises	30
11. Modification de normes comptables	31
12. Contrôles et procédures	31
13. Principales informations financières trimestrielles	32

États financiers consolidés intermédiaires

État consolidé de la situation financière	33
Compte consolidé de résultat	34
État consolidé du résultat global	35
États consolidés des variations en capitaux propres	36
Tableau consolidé des flux de trésorerie	37

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables	38
Note 2 – Regroupements d'entreprises	39
Note 3 – Participations dans des coentreprises	40
Note 4 – Comptes débiteurs	41
Note 5 – Facilités d'emprunt et charges financières, montant net	42
Note 6 – Autres (profits) pertes – montant net	42
Note 7 – Résultat par action et dividendes	43
Note 8 – Rémunération du personnel	43
Note 9 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie	43
Note 10 – Aide gouvernementale	44
Note 11 – Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	44
Note 12 – Transactions avec des parties liées	45
Note 13 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques	46

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 juin 2012

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013

Produits des activités ordinaires en baisse par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 480,1 millions \$ ce trimestre, en baisse de 26,6 millions \$, soit 5 %, par rapport au trimestre précédent et en hausse de 52,2 millions \$, soit 12 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012.

Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en baisse par rapport au trimestre précédent et au premier trimestre de l'exercice 2012

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 21,3 millions \$ (soit 0,08 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 53,2 millions \$ (soit 0,21 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une diminution de 31,9 millions \$, soit 60 %, et comparativement à 43,1 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) au premier trimestre de l'exercice 2012, ce qui représente une baisse de 21,8 millions \$, soit 51 %;
- Le recul par rapport au trimestre précédent et au premier trimestre de l'exercice 2012 s'explique principalement par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 32,0 millions \$ (25,4 millions \$ après impôts) comptabilisés ce trimestre. Abstraction faite de ces coûts, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est chiffré à 46,7 millions \$ (soit 0,18 \$ par action).

Flux de trésorerie disponibles¹ négatifs de 98,1 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles ont représenté un montant négatif de 74,0 millions \$ ce trimestre, comparativement à un montant positif de 122,1 millions \$ au trimestre précédent et à un montant négatif de 87,8 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 15,9 millions \$ ce trimestre, comparativement à 13,1 millions \$ au trimestre précédent et à 15,7 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 8,2 millions \$ ce trimestre, 8,4 millions \$ au trimestre précédent et 8,7 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent.

Capital utilisé¹ en hausse de 463,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent principalement en raison de l'acquisition d'Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à R. L. (OAA)

- Le fonds de roulement hors trésorerie¹ a augmenté de 86,0 millions \$ pour s'établir à 199,4 millions \$;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 185,4 millions \$;
- Les autres actifs non courants ont augmenté de 222,0 millions \$, tandis que les autres passifs non courants ont augmenté de 30,0 millions \$;
- La dette nette¹ s'est chiffrée à 988,9 millions \$ ce trimestre, comparativement à 534,3 millions \$ au trimestre précédent, principalement en raison de l'émission d'une facilité de crédit non garantie de premier rang visant à financer l'acquisition d'OAA.

COMMANDES¹

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes¹ pour le trimestre s'est établi à 0,85 (ratio de 0,94 pour les secteurs civils combinés, de 0,72 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,11 (ratio de 1,24 pour les secteurs civils combinés, de 1,0 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 406,8 millions \$, comparativement à 728,2 millions \$ pour le trimestre précédent et à 450,9 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2012;
- Le carnet de commandes¹ s'établissait à 3 894,5 millions \$ au 30 juin 2012.

Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a remporté des contrats d'une valeur prévue de 132,4 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a reçu de nouvelles commandes de 102,8 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 7 simulateurs de vol (FFS).

Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a reçu de nouvelles commandes de 101,4 millions \$ portant sur la fourniture de nouveaux systèmes d'entraînement et de mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a remporté des contrats d'une valeur de 44,1 millions \$.

Nouveaux marchés principaux

- Les nouvelles commandes du secteur Nouveaux marchés principaux sont évaluées à 26,1 millions \$.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

AUTRES

- Nous avons acquis 100 % des actions d'OAA le 16 mai 2012, un fournisseur de services de formation aéronautique et de placement des membres d'équipage. De plus amples renseignements sont fournies aux rubriques *Regroupements d'entreprises* et *Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition*;
- Nous avons conclu, en mai 2012, une facilité de crédit non garantie de premier rang assortie d'un terme de deux ans, sur laquelle nous avons prélevé 304,1 millions \$ pour financer l'acquisition d'OAA. La facilité de crédit porte intérêt à des taux variables basés sur les taux des acceptations bancaires ou le TIBEUR majorés d'un écart. Les taux étaient respectivement de 2,7 % et de 1,8 % le 30 juin 2012;
- En date du 29 juin 2012, nous avons modifié nos facilités de crédit à terme non garanties renouvelables pour en reporter la date d'échéance d'avril 2015 à avril 2017, ainsi que pour augmenter le montant disponible aux termes des facilités, le faisant passer de 450,0 millions \$ US à 550,0 millions \$ US, selon des modalités plus avantageuses. En juillet 2012, nous avons augmenté de 100,0 millions \$ nos emprunts aux termes de nos facilités de crédit à terme non garanties renouvelables et en avons utilisé les produits pour rembourser une tranche de 100,0 millions \$ sur la facilité de crédit non garantie de premier rang, qui avait été contractée pour financer l'acquisition d'OAA;
- Le 23 mai 2012, nous avons annoncé des mesures de restructuration qui visent à réorienter nos ressources et nos capacités en réponse à des changements dans les marchés de la défense que nous desservons. Par suite de ces mesures, notre main-d'œuvre actuelle a été réduite d'environ 300 employés à l'échelle mondiale. De plus amples renseignements sont fournies à la rubrique *Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition*.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice et 2013* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2013;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2012;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 9 août 2012 et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion), ainsi que les états financiers consolidés non audités et les notes qui les complètent pour le premier trimestre clos le 30 juin 2012. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours du premier trimestre de l'exercice 2013. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Tous les tableaux présentés sont fondés sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous référer à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2012 et à nos états financiers consolidés annuels, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Le rapport de gestion contenu dans notre rapport annuel 2012 vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Variations de change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de normes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant nos perspectives commerciales, l'évaluation des conditions de marché, nos stratégies, nos projets futurs, nos ventes futures, les prix de nos principaux produits et nos dépenses d'investissement en immobilisations. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Les énoncés prospectifs ne garantissent nullement le rendement à venir. Ils sont fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons appropriés dans les circonstances.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment la durée des cycles de vente, l'évolution rapide des produits, les budgets de la défense, la situation du secteur de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des intrants critiques, les taux de change et le fait de faire des affaires à l'étranger. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel 2012.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des services intégrés de formation destinés principalement à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier. Nous sommes présents dans le monde entier, comptant quelque 8 000 employés dans plus de 100 installations et centres de formation répartis dans une trentaine de pays. Durant l'exercice 2012, nos produits des activités ordinaires annuels ont été supérieurs à 1,8 milliard \$ et provenaient d'exportations mondiales et d'activités internationales dans une proportion d'environ 90 %. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires et d'un vaste réseau mondial de formation aéronautique. Nous offrons des services de formation civile, militaire et sur hélicoptère dans plus de 45 établissements à travers le monde, à partir desquels nous assurons chaque année la formation d'environ 100 000 membres d'équipage civils et militaires. Nos principaux produits incluent des simulateurs de vol qui recréent le comportement des appareils dans une vaste gamme de situations et de conditions environnementales. Nous mettons notre expertise en matière de simulation et notre expérience opérationnelle au service de nos clients afin de les aider à renforcer la sécurité, à améliorer l'efficacité, à assurer leur préparation et à résoudre des problèmes difficiles. Nous tirons maintenant parti de nos capacités de simulation dans de nouveaux marchés tels les soins de santé et les mines.

Près de la moitié de nos produits des activités ordinaires proviennent de la vente de produits de simulation, de logiciels et de mises à niveau de simulateurs; le reste provient de services, dont la formation, la maintenance, la formation initiale des pilotes, les services de placement des membres d'équipage et les services professionnels.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâti une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis 65 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Nous voulons être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels à la mission en leur fournissant des produits et des services innovateurs en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité et de permettre la prise de meilleures décisions.

3.3 Nos activités

Nous sommes un chef de file mondial ayant des capacités inégalées pour aider nos clients à atteindre des niveaux accrus d'efficacité opérationnelle, de sécurité et de préparation aux missions. Nous offrons des solutions intégrées qui comportent souvent des contrats de plusieurs années avec nos clients afin de leur offrir un ensemble complet de produits et de services.

CAE dessert essentiellement quatre grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes spécialisés dans la formation initiale des pilotes et le placement de membres d'équipage, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier;

- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des constructeurs OEM;
- Le marché minier comprend des sociétés minières d'envergure mondiale, des sociétés d'exploration, des sous-traitants du secteur minier et les plus importants cabinets d'experts-conseils de ce secteur.

MARCHÉ CIVIL

Formation et services associés – Civil (FS/C)

Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation d'affaires, l'aviation commerciale et sur hélicoptère au personnel navigant, à l'équipage de bord, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale et de formation sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous dominons le marché dans les régions émergentes à forte croissance de la Chine, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont l'aviation générale, l'aviation régionale et l'aviation commerciale, des exploitants d'hélicoptères et de l'aviation d'affaires. Nous exploitons actuellement 216 FFS et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans plus de 25 pays partout dans le monde, notamment dans des centres de formation aéronautique, des services de placement de membres d'équipage, des FTO et des centres appartenant à des tiers. Parmi nos milliers de clients, plus de 20 grandes compagnies aériennes et des exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des ententes de services de formation à long terme et des coentreprises. Nous offrons une gamme complète de solutions et services de formation, dont l'élaboration de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des membres d'équipage, la formation des techniciens de maintenance, l'apprentissage en ligne et les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. CAE Oxford Aviation Academy est le plus important réseau d'écoles de formation initiale dans le monde avec 12 écoles de pilotage réparties sur cinq continents et une capacité de formation de 2 000 élèves-pilotes par année. La division CAE Parc Aviation est le chef de file mondial dans le domaine du placement sur contrat de professionnels de l'aviation dans l'industrie aéronautique, fournissant actuellement plus de 1 200 pilotes, membres d'équipage et autres professionnels de l'aviation en affectation à des clients partout dans le monde.

Produits de simulation – Civil (PS/C)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation fondée sur la simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Nous sommes le chef de file mondial de la fourniture de dispositifs de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des simulateurs ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation et de solutions d'apprentissage en ligne faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Nous avons conçu et construit plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous avons acquis une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 nouveaux modèles d'appareils. Ces dernières années, nous avons conçu des simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, l'avion de transport de dimension moyenne d'AVIC, les Boeing 747-8, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR 42-600 et 72-600, les Bombardier CSeries, Global 5000/6000 et Learjet 85, les Embraer Phenom 100 et 300, le Dassault Falcon 7X et l'ARJ21 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Nous offrons également une gamme complète de services de soutien comprenant la mise à niveau et la modernisation de simulateurs, les services de maintenance, la vente de pièces de rechange et le déménagement des simulateurs.

Tendances et perspectives commerciales

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation de la capacité des avions et du trafic passagers est surtout tributaire du produit intérieur brut (PIB). L'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Les taux de croissance dans les marchés émergents ont surclassé ce taux de croissance moyen mondial, ce qui est intéressant pour nous compte tenu de la position de chef de file que nous occupons dans ces régions. Les transporteurs traditionnels américains, clientèle de longue date de CAE, ont entrepris le renouvellement de leur flotte d'aéronefs en faveur d'avions plus modernes et efficaces. La croissance du trafic aérien et les exigences liées au renouvellement de la flotte ont contribué au nombre élevé d'avions commerciaux en carnet, à l'intensification de la production des constructeurs OEM et à l'annonce de nouveaux programmes d'appareils.

Dans le secteur de l'aviation d'affaires, les commandes d'appareils et l'utilisation de ceux-ci sont surtout tributaires de la rentabilité des entreprises et de la conjoncture économique en général. La fréquence d'exploitation des avions aux États-Unis doit s'améliorer de l'ordre de 15 % à 20 % pour regagner le terrain perdu durant la plus récente récession. Le secteur de l'aviation d'affaires continue d'afficher un optimisme prudent. Bien qu'il règne toujours une certaine incertitude, la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis a indiqué que le nombre de vols de jets d'affaires s'est accru de 2 % en 2011 par rapport à 2010.

D'importants constructeurs d'avions d'affaires, dont Bombardier, Cessna, Dassault et Gulfstream, ont annoncé de nouveaux programmes d'appareils, ce qui illustre leur confiance à long terme envers la demande pour le trafic aérien d'affaires. Par exemple, en juin 2012, NetJets Inc. a annoncé la plus grosse commande privée d'avions de l'histoire, jusqu'à 425 appareils Bombardier et Cessna. Dans l'ensemble, nous continuons d'observer une progression constante de la demande pour le secteur des avions d'affaires de grande dimension, tandis que la demande demeure stable quoique faible pour les avions d'affaires de moyenne dimension et ceux de petite dimension.

Dans le secteur PS/C, le niveau d'activité du marché demeure élevé et nous nous attendons à continuer d'enregistrer beaucoup de commandes au cours de l'exercice 2013 avec des ventes de FFS dans la mi-trentaine.

Les tendances à long terme suivantes constituent toujours le fondement de notre stratégie d'investissement sur le marché civil :

- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Carnets de commandes d'appareils;
- Plateformes d'appareils plus efficaces et plus évoluées;
- Commandes massives d'appareils;
- Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage).

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

Au premier semestre de l'année 2012, le trafic passager a augmenté de 6,5 % par rapport au premier semestre de l'année 2011, tandis que le fret-tonne-kilomètre a diminué de 2,1 % pour la même période. Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen de 4,8 %. Cette progression devrait se poursuivre pour les 20 prochaines années. Au titre des événements majeurs susceptibles de perturber cette croissance soutenue, mentionnons l'instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une hausse importante et soutenue du prix du carburant, une crise économique prolongée ou d'autres événements mondiaux.

Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Le trafic aérien et l'activité économique des marchés émergents, tels que ceux de la Chine, de l'Europe de l'Est, du sous-continent indien, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est, devraient continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité comme l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande pour la vaste gamme de produits et de services que nous offrons. Nous sommes présents dans ces marchés émergents à forte croissance depuis plusieurs décennies et occupons une position de chef de file du marché, grâce à des activités, à des partenariats stratégiques et à des coentreprises bien établis dans chacune de ces régions.

Carnets de commandes d'appareils

Les constructeurs d'avions commerciaux Boeing et Airbus continuent d'assumer un carnet record d'environ 8 500 appareils. Nos activités civiles sont essentiellement tributaires de la flotte déjà en service pour soutenir la demande, près des deux tiers de nos produits des activités ordinaires provenant de la formation et des services appuient la flotte mondiale. Nos ventes de produits sont principalement liées aux livraisons d'appareils issus des chaînes de production des constructeurs OEM. Nous prévoyons que le rythme élevé et soutenu des livraisons d'appareils se traduira par le maintien d'une forte demande de produits de formation et aussi par une demande accrue de services.

Plateformes d'appareils plus efficaces et plus évoluées

Les plateformes d'appareils plus efficaces et plus évoluées vont entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ces dernières années, nous avons conclu des contrats avec Bombardier pour les nouveaux avions CSeries, avec ATR pour le nouvel appareil ATR42/72-600, avec Mitsubishi Aircraft Corporation pour le nouvel appareil MRJ, avec Airbus pour l'appareil A350 XWB et avec AVIC pour l'avion de transport de taille moyenne afin de tirer parti de notre expertise en modélisation, en simulation et en formation pour fournir des solutions de formation, dont des FFS de la Série CAE 7000, des dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC} et des programmes de formation complets, et étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation. D'autre part, si un programme subit des retards sur les livraisons de nouveaux appareils, ces retards se répercutent aussi sur nos prises de commandes et nos livraisons de FFS.

Les compagnies aériennes exigent des appareils plus efficaces

Les constructeurs d'appareils commerciaux ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes plus efficaces, dont le nouveau Boeing 737 MAX, les Boeing 747-8 et 787, l'Airbus A350 XWB, l'Airbus A320neo, le Mitsubishi MRJ, le COMAC ARJ21, l'appareil russe UAC SSJ100 et le Bombardier CSeries. La demande pour ces plateformes est commandée par une meilleure souplesse opérationnelle, des frais de maintenance réduits, des coûts de carburant réduits, et l'amélioration des émissions et de l'empreinte environnementale. À lui seul, le carburant compte désormais pour environ un tiers des coûts d'exploitation des compagnies aériennes, soit une proportion qui représente plus du double de celle d'il y a dix ans. Les compagnies aériennes cherchent activement des moyens de réduire ces coûts et le risque lié à des fluctuations du coût du carburant ainsi qu'à tirer parti des avantages qu'offrent les appareils et technologies de propulsion de nouvelle génération.

Les exploitants de jets d'affaires exigent des appareils très performants

Les constructeurs d'appareils d'affaires ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques, dont les Bombardier Learjet 70, 75 et 85, Global 7000 et 8000, les appareils de la série Embraer Legacy et Lineage 1000, les Gulfstream G650 ainsi que les Cessna Citation M2, Latitude et Longitude.

Commandes massives d'appareils

Les transporteurs traditionnels américains ont entrepris le renouvellement de leurs flottes vieillissantes, comme en témoignent la commande récente de United/Continental Airlines et les commandes passées au cours de l'exercice précédent par American Airlines, Southwest Airlines et Delta Airlines. Des transporteurs à faible coût comme Norwegian Air Shuttle en Europe, Lion Air en Asie et Volaris au Mexique ont récemment passé des commandes records auprès d'Airbus et de Boeing pour la croissance de leurs flottes.

Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage)

La demande mondiale devrait progresser à long terme

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de professionnels qualifiés dans plusieurs marchés, en particulier dans les marchés émergents à forte croissance. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages, le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil et la diminution des inscriptions dans les écoles techniques.

Le nouveau mode d'attestation des pilotes requiert de la formation faisant appel à la simulation

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commence à jouer un rôle encore plus important avec le processus d'attestation de compétence par une licence de pilote en équipage multiple (MPL) mis au point par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qu'ont adopté plusieurs autorités de réglementation de l'aviation partout dans le monde. Le processus MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation pour amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes. Nous avons lancé le cours MPL de CAE à l'exercice 2010, et les diplômés de notre programme MPL ont rejoint le marché du travail. Au cours de l'exercice 2012, nous avons conclu avec Air Asia le premier engagement à long terme au monde d'une grande compagnie aérienne à l'égard de la MPL. Grâce à l'acquisition d'OAA, nous avons ajouté des programmes MPL avec Dragonair, easyJet et Flybe. Si le processus MPL continue d'être adopté et de gagner en popularité dans les marchés émergents où le besoin en pilotes qualifiés formés de la manière la plus efficace possible est le plus important, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

MARCHÉ MILITAIRE

Nous générons des revenus dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché de la défense grâce à nos solutions permettant à nos clients de maintenir et d'améliorer leur efficacité, leur préparation aux missions et leurs capacités de prise de décisions. Nous fournissons des produits de simulation, comme des simulateurs de missions (FMS); nous effectuons des mises à niveau d'un important parc de simulateurs et de dispositifs de formation; nous fournissons des centres de formation et des services de formation clés en main; nous avons diverses capacités nous permettant d'offrir des services professionnels fondés sur la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle et nous fournissons des solutions de maintenance et de soutien en service.

Nous abordons les marchés de la défense en tirant parti de notre présence mondiale et de notre expertise locale. Nous sommes présents localement et avons des centres d'excellence dans des marchés clés, notamment en Australie, au Canada, en Allemagne, en Inde, à Singapour, au Moyen-Orient, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Nos activités du secteur de la défense sont très diversifiées sur le plan géographique, nos revenus étant générés à raison d'environ un tiers aux États-Unis, un tiers en Europe et un tiers dans le reste du monde, y compris dans certains marchés émergents comme l'Asie et le Moyen-Orient, qui font des investissements croissants dans la défense.

Produits de simulation – Militaire (PS/M)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements militaires de simulation de vol. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des aéronefs de patrouille en mer, et des avions de ravitaillement et de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs et les tireurs des chars d'assaut et des véhicules blindés de combat, ainsi que des dispositifs d'entraînement virtuels à la maintenance. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains.

Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des services professionnels fondés sur la simulation ainsi que des solutions de maintenance et de soutien en service

Notre secteur FS/M fournit des services de formation clés en main, une expertise dans l'intégration des systèmes de formation et des services de soutien à la formation aux forces armées du monde entier, comme le centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF) à la base de la Royal Air Force (RAF) de Benson (Royaume-Uni), le centre d'entraînement C130 de Tampa, le programme Fournisseur de systèmes d'entraînement opérationnel (FSEO) des Forces canadiennes, l'école German Army Aviation School à Bückeburg, le système d'entraînement de l'équipage du KC-135 de l'United States Air Force (USAF) dans 13 bases américaines et internationales, ainsi qu'à nos centres de formation en coentreprise, notamment Rotorsim s.r.l en Italie avec AgustaWestland et Helicopter Training Private Limited (HATSOFF) en Inde avec Hindustan Aeronautics Limited (HAL). Nous avons récemment formé une coentreprise avec le gouvernement du Brunei afin de développer le CAE Multi Purpose Training Centre Sdn Bhd (MPTC) qui fournira des services de formation à long terme sur les hélicoptères et sur les appareils à voilure fixe. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et l'entraînement sur simulateur dans plus de 70 établissements dans le monde. Le secteur FS/M fournit également une variété de services professionnels et de défense fondés sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

Tendances et perspectives commerciales

Nous continuons toujours à voir un certain nombre d'occasions d'affaires dans le monde pour nos solutions fondées sur la modélisation et la simulation. Trois importants facteurs font en sorte que nos activités du secteur de la défense se distinguent. Tout d'abord, nous jouissons d'une position unique à l'échelle mondiale qui assure notre équilibre et notre diversité dans les marchés de la défense du monde. Nous avons ensuite notre solide expérience des plateformes d'appareils dont le cycle de vie devrait être long. Enfin, vient le facteur le plus fondamental, la formation fondée sur la simulation offre une valeur considérable aux forces de défense dont les budgets sont restreints, mais qui doivent quand même assurer l'entraînement et un degré élevé de préparation.

Aux États-Unis et en Europe, nous connaissons des processus d'approvisionnement plus longs et des retards qui influent sur le calendrier d'obtention des contrats. Toutefois, nous continuons d'obtenir notre juste part des nouvelles activités. Au cours de l'exercice 2012, nous avons une solide prise de commande aux États-Unis grâce à notre position dominante à l'égard de plateformes comme le C-130J, le P-8A et le MH-60R. En Europe, les compressions structurelles forcées et les plans d'investissements futurs revus à la baisse ont rétréci l'éventail de nouvelles possibilités. Cependant, nous maintenons des activités récurrentes vigoureuses en fonction desquelles nous avons adapté l'ampleur de nos opérations. Alors que les États-Unis et l'Europe sont aux prises avec des difficultés budgétaires, nous constatons une augmentation des possibilités émanant de régions où les budgets de la défense sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient, où CAE est bien établie et accroît sa présence. Malgré les défis à court terme, il existe des exemples clairs où la formation fondée sur la simulation augmentera à moyen et à long terme. En particulier, le U.S. Government Accountability Office (GAO), a récemment déclaré que la U.S. Navy planifie d'augmenter considérablement le pourcentage de la formation de son personnel basée sur la simulation d'ici 2020, particulièrement en aviation. La tradition en matière de formation pour l'aviation militaire était d'utiliser une combinaison de formation sur appareil et de formation synthétique, la formation sur appareil étant habituellement prédominante. Même si la formation pour l'aviation militaire conservera toujours une combinaison de formation sur appareil et de formation synthétique, nous sommes encouragés de voir que la U. S. Navy et d'autres organisations accentuent le recours à la formation synthétique.

Position mondiale

Depuis sa création, notre secteur militaire est diversifié à l'échelle mondiale. Notre carnet de commandes actuel est solide, il s'est accru au cours de l'exercice 2012, et nous constatons un large éventail de possibilités à l'échelle mondiale, malgré les pressions exercées sur les gouvernements, principalement aux États-Unis, en Europe continentale et au Royaume-Uni, afin qu'ils réduisent les dépenses militaires dans le cadre des réformes fiscales. Ces pressions ont fait en sorte que certains programmes ont été retardés ou amputés, et il est donc plus difficile de prédire le moment et la taille des occasions aux États-Unis et en Europe. Certains pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni ont entrepris la réduction de leur structure de forces. Ce phénomène se traduira par une baisse du nombre de personnes devant être formées sur les plateformes touchées, ce qui pourrait avoir une incidence sur nos activités futures. Au même moment, certains marchés des pays émergents prévoient une croissance de leurs dépenses militaires, et nous occupons une place de choix dans ces régions.

Position de nos plateformes

Au cours des dernières années, nous avons sciemment assuré la position de la Société quant à des plateformes d'appareils dont le cycle de vie, selon nous, sera long. Nous touchons principalement aux plateformes comme des hélicoptères, des appareils de transport, des avions de ravitaillement, des aéronefs de patrouille en mer et des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse. Nous sommes bien positionnés pour fournir aux forces armées des solutions de simulation et d'entraînement pour une série de ces types de plateformes militaires. Ces appareils comprennent des hélicoptères comme les MH-60S/R, NH90, CH-47 et d'autres, des avions de transport comme les C-130J et C-295, des avions de patrouille maritime comme les P-8A Poseidon et P-3C Orion, des aéronefs de ravitaillement comme le KC-46 et l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330, ainsi que des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse comme le M-346 et le Hawk. Jusqu'à présent, bien que ces plateformes ne soient pas immunisées dans certains marchés, les plateformes d'hélicoptères et d'appareils de transport, qui ont des applications dans le secteur de la défense comme dans le secteur humanitaire, ont été relativement épargnées par rapport aux plateformes comme les avions de combat (chasseurs). Aux États-Unis, les coupures prévues n'ont pas eu d'incidences importantes sur les programmes dans lesquels nous sommes en position dominante, et nous ne prévoyons pas qu'elles se répercuteront de façon majeure sur les programmes comme ceux du MH-60S/R, du C-130J, du P-8A et autres.

Valeur de l'entraînement fondé sur la simulation

Diverses études portant sur le secteur suggèrent que les solutions fondées sur la simulation seront en bonne position pour relever quelques-uns des défis qui se posent en matière de budget pour les exploitants du secteur de la défense. Par exemple, selon une étude de marché réalisée en 2012 par Aerospace and Defence Media (ASD), la formation des pilotes militaires sur simulateurs passera de quelque 50 % en 2011 à 80 % d'ici 2021. Nous sommes d'avis que nous faisons partie intégrante de la solution qui permettra aux forces de défense de réduire leurs coûts de formation tout en maintenant ou en améliorant la préparation.

Éléments moteurs du marché et notre position

Nous croyons que, dans le contexte actuel, notre capacité de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire est unique. La demande pour nos produits et services sera alimentée par :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation;
- Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation qui se traduit par un recours accru à la simulation;
- Nature actuelle et future des conflits armés nécessite la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation

Les gouvernements et les forces de défense ont clairement exprimé leur volonté d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle, en partie pour tenir compte des contraintes budgétaires. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées n'ont pas l'obligation réglementaire de former leurs pilotes sur simulateur, et la nature des missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil. Nous commençons à voir des forces armées qui prévoient le recours accru à la simulation dans le cadre du programme de formation global. Par exemple, l'U.S. Navy achète au moins 10 simulateurs P-8A pour former les membres d'équipage de sa flotte prévue de 117 avions de patrouille maritime P-8A. Cela représente une augmentation importante de la quantité de formation synthétique prévue pour le P-8A par rapport au P-3C qu'il remplace. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armement et des aéronefs sont autant d'arguments en faveur d'un recours accru à la simulation et à la formation synthétique.

Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation

Nouvelles plateformes d'avions

L'une de nos priorités stratégiques est de nous allier à des constructeurs du secteur de la défense en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Par exemple, Boeing a conçu le nouvel aéronef de patrouille en mer P-8A et met au point le nouvel avion de ravitaillement KC-46, Airbus Military a vendu et continue de commercialiser l'A330 MRTT partout dans le monde, Lockheed Martin commercialise avec succès des variantes de l'avion de transport C-130J Hercules, Alenia Aermacchi et BAE Systems vendent les avions d'entraînement M-346 et Hawk pour la formation initiale des pilotes de chasse, et AgustaWestland poursuit la conception d'un éventail d'hélicoptères militaires et civils. CAE a des relations bien établies avec les constructeurs OEM pour plusieurs de ces plateformes, ainsi qu'avec d'autres constructeurs OEM pour d'autres plateformes, et nos relations ainsi que notre expérience sur ces appareils nous placent en position de saisir les occasions qui en résulteront sur le plan des simulateurs et des services de formation.

Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation. Nous sommes d'avis qu'il existe des possibilités de croissance si nous appliquons la simulation dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces militaires cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation aux programmes de recherche et de développement de même qu'à la conception et à l'essai des systèmes, à l'analyse des renseignements, à l'intégration et à l'exploitation, et à fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien relatif à la planification des missions. Par exemple, nous avons mis en place un centre national de modélisation et de simulation (CNMS) pour le ministère de la Défense du Brunei.

Tendance à l'impartition des services de formation et de maintenance

Les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a un impact sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'impartir divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements évaluent une gamme de solutions d'impartition, y compris les installations de formation et la prestation de services par des organismes gouvernementaux exploités par un entrepreneur (OGEE) et par des propriétaires-exploitants d'entreprises (PEE). Les gouvernements se tournent de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de services parce que l'industrie peut s'exécuter plus rapidement et à moindres coûts tout en permettant aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Nous avons participé à des contrats de cette nature (avec OGEE et PEE) au Canada, en Allemagne, en Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Un exemple de programme avec un OGEE est le programme d'entraînement de l'équipage du KC-135 de CAE aux États-Unis. Des exemples de service de formation offert par un PEE sont le MSHATF au Royaume-Uni, où nous offrons des services complets de formation à la RAF et à des clients tiers sur divers types d'hélicoptères, ainsi que notre coentreprise nouvellement formée avec le gouvernement du Brunei afin de développer CAE Brunei (MPTC) qui fournira des services de formation à long terme sur les hélicoptères et sur les appareils à voilure fixe.

Prolongation de vie et mise à niveau des plateformes de systèmes d'armes

Les constructeurs OEM prolongent la durée de vie des plateformes de systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en ajoutant des caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mise à niveau des simulateurs en vue de satisfaire aux nouvelles normes. Ainsi, plusieurs constructeurs OEM proposent aux forces armées du monde entier qui utilisent des appareils C-130 une série de mises à niveau des logiciels d'avionique, ce qui rend nécessaires d'importantes mises à niveau des systèmes de formation pour les appareils C-130 déjà en exploitation ou d'éventuels nouveaux systèmes de formation pour ces appareils. Au cours de l'exercice 2012, nous avons obtenu un contrat visant à effectuer d'importantes mises à niveau du simulateur de missions CC-130H des Forces canadiennes. Notre système d'entraînement de l'équipage du KC-135 pour l'USAF nous a permis de mettre à niveau les dispositifs d'entraînement KC-135, ce qui est nécessaire en raison des importantes mises à niveau des aéronefs et l'obsolescence des simulateurs.

Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison du plus grand réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs qui se déprécient plus rapidement que prévu, et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à faire face à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers. L'USAF, qui est le plus grand consommateur d'énergie du gouvernement américain, estime que ses coûts liés au carburant ont augmenté de plus de 225 % au cours de la dernière décennie. La montée du prix du carburant favorise l'adoption plus généralisée de la formation fondée sur la simulation.

Nature actuelle et future des conflits armés nécessite la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération

Demande de réseautage

Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique.

Adoption grandissante de la formation synthétique pour la répétition de missions

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions de bout en bout dans un environnement synthétique, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Par exemple, à notre centre MSHATF au Royaume-Uni, nous fournissons un entraînement préalable au déploiement de la Royal Air Force et d'autres forces alliées avant leur déploiement en Afghanistan. À mesure que les États-Unis et leurs alliés réduisent le déploiement de leurs troupes de renfort en Afghanistan et ailleurs, il y aura une augmentation de la demande pour la formation traditionnelle à la maison mère. Lorsque les troupes ne participent pas à des opérations réelles, les forces armées doivent s'entraîner pour maintenir leurs aptitudes et leur préparation aux missions. Vu les coûts associés à l'exécution d'exercices de formation sur appareil, la plupart des organisations militaires prévoient modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive pour consacrer une plus grande partie du programme de formation sur la simulation virtuelle et constructive à la maison mère. Par exemple, pour réduire les coûts, l'armée américaine prévoit réduire l'utilisation de la formation sur appareil et en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive ce qui entraînera des possibilités pour les dispositifs et les services de formation. Toutefois, la plupart des organisations militaires prévoient également réduire leurs niveaux de force, ce qui se répercutera sur l'infrastructure de formation nécessaire actuelle et future.

NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX (NMP)

Marché des soins de santé

La formation fondée sur la simulation est de plus en plus considérée comme l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Par l'entremise d'acquisitions et de partenariats avec des experts du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des technologies et des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Notre objectif est d'offrir aux étudiants et aux praticiens des outils réalistes très complets pour les aider à raffiner leurs compétences et à mieux se préparer à traiter leurs patients. Notre offre, qui intègre la simulation et la modélisation, va de la création de programmes de formation au déploiement d'une gamme étendue de simulateurs par spécialité. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement alors que les centres de simulation deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine, tandis que les établissements d'enseignement propriétaires ont maintenant recours à la technologie et à la simulation pour faire concurrence aux institutions publiques.

Nous générons des produits des activités ordinaires dans cinq principaux secteurs : les simulateurs de patients; les simulateurs chirurgicaux; les simulateurs d'échographie; les applications et le matériel de formation; et les systèmes de gestion de centres de formation. Nos simulateurs de patients offrent un niveau élevé de crédibilité et de réalisme, ce qui permet aux étudiants et aux praticiens d'intervenir rapidement avec des mesures cliniques qui peuvent sauver des vies. Nos simulateurs chirurgicaux sont dotés d'une technologie haptique permettant aux étudiants et aux praticiens de s'entraîner et d'acquérir les compétences requises pour effectuer des interventions minimalement invasives, comme des bronchoscopies, des endoscopies et un remplacement de valves

cardiaques. Nos simulateurs d'échographie associent l'apprentissage en ligne, un mannequin et un affichage 3D animé en temps réel, ce qui permet aux apprenants et aux praticiens de se familiariser avec l'échographie diagnostique au chevet du patient. Nos applications d'apprentissage fondé sur la simulation, comme les modules d'apprentissage, l'apprentissage en ligne et les applications mobiles, fournissent des outils de simulation pouvant être intégrés au milieu de travail hospitalier ou à de grands établissements de formation, ce qui permet d'optimiser le temps d'apprentissage de l'étudiant grâce à la livraison de contenu à distance, de même qu'aux expériences et à l'évaluation autogérées. Nos solutions de gestion de centres de simulation médicale sont conçues pour simplifier les opérations entourant la gestion d'activités complexes de simulation, d'évaluation, d'enregistrement, de débriefing et de planification des événements, de même que l'apprentissage.

CAE Santé est un chef de file des technologies fondées sur la simulation dans le domaine de la santé, comptant plus de 6 000 simulateurs de patients, d'imagerie et de chirurgie dans des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des hôpitaux, des forces de défense et d'autres entités. CAE Santé a maintenant des bureaux au Canada, aux États-Unis, en Hongrie et en Allemagne et compte plus de 300 employés qui collaborent avec une équipe de 50 formateurs cliniques et un réseau de plus de 40 distributeurs dans 40 pays.

Tendances et perspectives commerciales

Aujourd'hui, le marché des soins de santé fondés sur la simulation est surtout concentré sur la formation; il englobe l'exploitation, la maintenance et la fourniture de tous les types de technologies de simulation et sa valeur va de quelque 750 millions \$ à 1 milliard \$. Une tranche d'environ 150 millions \$ représente le marché des simulateurs de patients, qui devrait connaître une croissance à deux chiffres au cours des prochaines années en raison du besoin d'assurer la sécurité des patients et d'améliorer l'efficacité de la formation en soins de santé avec l'aide de la technologie de simulation. Nous voulons que CAE Santé soit à l'avant-garde de l'adoption de solutions de formation fondée sur la simulation pour les praticiens et qu'elle contribue à la sécurité des patients, ce qui permettra de sauver des vies tout en réduisant le coût global de la formation.

La simulation médicale permet aux apprenants et aux praticiens d'appliquer les procédures dans un environnement où les erreurs n'entraînent pas de conséquences non souhaitées. Les erreurs médicales entraînent de 50 000 à 100 000 décès par année aux États-Unis seulement, selon le rapport publié par l'Institute of Medicine (IOM) intitulé *To Err is Human: Building a Safer Health System*. Les simulateurs médicaux peuvent contribuer à réduire les erreurs de procédures en travaillant essentiellement à changer l'évaluation des compétences et la formation des praticiens en soins de santé, exactement comme les simulateurs de vol ont révolutionné la formation et l'attestation des pilotes il y a des décennies de cela. Outre 793 000 médecins et 67 000 étudiants en médecine, on compte quelque 3 millions d'infirmiers et 250 000 élèves-infirmiers aux États-Unis, ainsi que 8,8 millions de médecins et 14,5 millions d'infirmiers dans le monde.

La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de simulateurs de patients;
- Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique;
- Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé;
- Augmentation du coût des soins de santé;
- Pénurie de fournisseurs de services.

Utilisation de simulateurs de patients

Les simulateurs de patients sont les simulateurs les plus couramment utilisés dans les marchés de l'éducation et de la formation en soins de santé. Les simulateurs de patients ont été conçus et développés pour un éventail d'applications en matière d'éducation et de formation des praticiens. La simulation de patients réduit la fréquence et la gravité des erreurs médicales tout en améliorant les soins fournis aux patients grâce à un apprentissage clinique des événements risqués et peu fréquents.

La simulation de patients offre aussi aux praticiens la possibilité de s'exercer à soigner des problèmes aigus comme l'obstruction des voies aériennes, les arrêts cardiaques, les hémorragies, les états de choc et diverses autres situations d'urgence courantes. Grâce aux simulateurs, les intervenants peuvent acquérir une expérience de chaque situation clinique en évaluant les symptômes, en posant les gestes appropriés et en gérant la réaction du simulateur aux divers traitements.

Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique

La chirurgie endoscopique est réalisée au moyen de petites incisions chirurgicales pratiquées grâce à des instruments chirurgicaux spécialisés ainsi qu'à l'imagerie endoscopique ou une autre imagerie chirurgicale. Compte tenu des avantages de la chirurgie endoscopique (diminution du traumatisme pour le patient et périodes d'hospitalisation plus courtes), on assiste à une augmentation de l'utilisation de cette technique dans un certain nombre de procédures chirurgicales qui étaient, auparavant, invasives. Les progrès constants de la technologie chirurgicale et des techniques de chirurgie endoscopique pour diverses procédures font de la chirurgie l'application par excellence pour la simulation dans le secteur des soins de santé.

Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé

L'intégration de l'imagerie au secteur des soins de santé a augmenté en raison de la réforme de la réglementation sur les soins de santé, du développement de produits technologiques abordables et de la sensibilisation accrue du secteur aux avantages de la mise en œuvre de la technologie. La sensibilisation accrue des patients aux options technologiques de remplacement en chirurgie et aux autres procédures médicales a aussi contribué à inciter les assureurs et les fournisseurs de services à accepter et à mettre en œuvre des technologies de l'information et des technologies évoluées d'imagerie. Par exemple, l'échographie au chevet est devenue un outil irremplaçable dans la prise en charge de patients gravement atteints. Les appareils d'échographie portatifs offrent un formidable potentiel dans la mesure où ils peuvent fournir au chevet du patient des données diagnostiques immédiates qu'un examen clinique seul ne pourrait pas révéler. À condition que les praticiens l'utilisant pour effectuer des examens hors laboratoire soient

correctement formés, l'appareil d'échographie portable peut représenter un avantage énorme pour l'évaluation au chevet et le traitement des patients en soins intensifs.

Augmentation du coût des soins de santé

L'augmentation des services de première ligne et du coût de ceux-ci est en corrélation avec la croissance de la population et l'expansion de la couverture des soins de santé. L'augmentation de l'espérance de vie et la génération du baby-boom ont entraîné une demande importante pour des services liés aux maladies chroniques et au vieillissement de la population. De plus, il existe un consensus parmi les économistes de la santé sur le fait que la hausse du coût et des dépenses de soins de santé découle principalement de l'adoption à grande échelle des technologies médicales et d'un nombre accru de services et de traitements médicaux complexes tant pour les patients hospitalisés que pour les patients externes. L'adoption répandue des technologies médicales et le nombre accru de services médicaux complexes pourraient à la limite se traduire par une augmentation de la demande en produits et services de formation. Les experts ont démontré que l'utilisation de la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les taux d'erreur, ce qui aide à atténuer le taux d'augmentation dans le coût global des soins de la santé.

Pénurie de fournisseurs de services

On s'attend à des pénuries de médecins dans les secteurs des soins de première ligne, de la médecine familiale et de la médecine spécialisée. Les simulateurs médicaux et chirurgicaux virtuels favoriseront la formation des médecins et des professionnels de la santé en contribuant à soulager les goulots d'étranglement et à améliorer l'efficacité de la formation. Le vieillissement de la population intensifie la demande en soins de santé, tandis que le vieillissement des travailleurs de la santé augmente le risque lié au roulement de personnel dans les hôpitaux. D'ici 2014, selon le ministère américain de la Santé et des Services sociaux, le pays aura besoin de nouveaux infirmiers à hauteur de 1,2 million pour répondre à la demande, de 500 000 pour remplacer ceux qui quittent la profession et de 700 000 pour satisfaire à la demande croissante de services infirmiers. L'Organisation mondiale de la Santé a également indiqué que les pénuries sont critiques dans 57 pays, ce qui représente l'équivalent d'un déficit global de 2,4 millions de médecins, d'infirmiers et de sages-femmes à l'échelle mondiale. Lorsque les nouveaux diplômés entreront sur le marché du travail, les hôpitaux auront de plus en plus besoin de programmes d'intégration qui transforment les nouveaux infirmiers en praticiens compétents d'une manière efficace et efficiente. La simulation est en train d'effectuer la transition de la salle de classe vers la pratique clinique en tant qu'environnement sécuritaire de formation clinique.

Marché des mines

Nous avons des clients dans plus de 90 pays, qui sont desservis par nos bureaux en Australie, au Brésil, au Canada, au Chili, en Inde, au Kazakhstan, au Pérou, en Afrique du Sud, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Nous fournissons des produits et services pour l'exploitation à ciel ouvert et l'exploitation souterraine aux sociétés minières, qui vont des grandes sociétés diversifiées aux jeunes sociétés minières et de consultation.

Nous générons des produits des activités ordinaires au moyen de la livraison des produits et services dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché minier. Nos logiciels sont utilisés pour la gestion des données géologiques et d'exploration, la stratégie minière, l'optimisation, la conception détaillée et la planification de toutes les méthodes d'exploitation minière et des matières premières. Nos services de consultation technique incluent plus de 100 géologues et ingénieurs expérimentés, répondant aux besoins des clients, comme la gestion des programmes de forage exploratoire, des études minières, l'évaluation des ressources, les services techniques sur place et les projets d'amélioration des affaires. Nos simulateurs d'exploitation minière CAE Terra, développés et lancés durant l'exercice 2012, mettent à profit notre expérience en matière de simulation pour offrir un degré de réalisme incomparable. Nos simulateurs sont dotés d'un système complet de gestion des stagiaires, d'outils de planification des cours et d'un poste de l'instructeur équipé d'écrans tactiles interactifs. Nos services de formation incluent la planification du perfectionnement de la main-d'œuvre, l'analyse des besoins en formation, le développement professionnel dans des disciplines techniques et la conception et la mise en œuvre de programmes de formation des opérateurs. Notre didacticiel de formation des opérateurs est conçu pour diverses méthodes d'apprentissage, soit l'apprentissage à distance au rythme de chacun, la formation en classe donnée par un instructeur, la formation pratique et les scénarios fournis dans nos simulateurs haute fidélité.

Tendances et perspectives commerciales

Nos clients font appel à notre technologie et à nos services pour accroître la productivité et la sécurité. La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Pénurie de compétences en raison de l'expansion rapide dans de nouvelles mines;
- Priorité accordée aux questions de santé et sécurité;
- Besoin accru d'efficacité opérationnelle afin d'optimiser le rendement des mines en exploitation;
- Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction;
- Intensification de l'activité d'exploration et d'extraction en raison de la demande forte et soutenue pour les matières premières.

Pénurie de compétences en raison de l'expansion rapide dans de nouvelles mines

La pénurie de compétences dans de nombreuses régions exerce des pressions sur les salaires et sur les coûts des projets. À défaut d'une hausse importante du nombre de travailleurs expérimentés ou de la mise en œuvre de nouvelles technologies permettant d'intensifier la production avec moins de travailleurs, la croissance de l'approvisionnement sera entravée. Selon BHP Billiton, en Australie seulement, le secteur des ressources nécessitera plus de 150 000 travailleurs supplémentaires dans diverses disciplines au cours des cinq prochaines années. La pénurie de compétences fera probablement stimuler la demande de formation supplémentaire.

Priorité accordée aux questions de santé et sécurité

Les sociétés continuent de cibler l'amélioration des normes de santé et sécurité au moyen de percées technologiques et d'intensification de la formation axée sur les compétences pour créer un effectif plus compétent et mieux formé. Les sociétés minières se tournent vers l'équipement automatisé, le contrôle à distance des activités et la formation fondée sur la simulation pour améliorer la sécurité dans son ensemble.

Besoin accru d'efficacité opérationnelle afin d'optimiser le rendement des mines en exploitation

Au cours des 30 dernières années, la teneur moyenne des corps minéralisés dans certaines régions du monde a diminué de moitié et la quantité de déchets de roche a plus que doublé. En raison de la volatilité du prix des minéraux et du coût de l'énergie, le secteur doit adopter des stratégies différentes. Ces dernières incluront l'utilisation accrue d'outils d'optimisation, de la simulation et de l'analyse de scénarios afin de maximiser la valeur et de maintenir la viabilité des activités en cours, dans le but d'aider les sociétés minières à privilégier la récupération de métal au lieu de maximiser la capacité.

Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction

Les teneurs moyennes sont en baisse alors que la consommation d'énergie est en hausse, entraînant un changement important du prix de base du secteur. Les grandes sociétés minières doivent disposer d'une expertise multidisciplinaire pour surmonter les défis complexes auxquels est confronté le secteur. Nous sommes activement impliqués dans la recherche de solutions technologiques pour la récupération de métaux en utilisant le moins d'énergie possible. Nos outils existants pour l'optimisation et l'analyse de scénarios aident les sociétés minières à répondre à l'évolution des prix et aux coûts des intrants afin de maximiser le potentiel de leurs opérations existantes.

Intensification de l'activité d'exploration et d'extraction en raison de la demande forte et soutenue pour les matières premières

Les prix des matières premières sont déterminés par l'offre et la demande. Même si les prix ont baissé après avoir atteint des sommets, ils demeurent à des niveaux historiquement élevés et la demande reste forte. L'accroissement de la consommation et de l'urbanisation dans les marchés émergents alimente l'augmentation de la demande pour les matières premières, surtout les matériaux en vrac comme le minerai de fer et le charbon, alors que la conjoncture économique aux États-Unis et en Europe freine la croissance des marchés parvenus à maturité.

Les 40 plus grandes sociétés minières au monde ont annoncé de concert des programmes d'investissement de plus de 300 milliards \$US. Les investissements sont de plus en plus axés sur les gisements situés dans des régions éloignées, ou sur ceux dont l'exploitation est plus exigeante. La plus grande part de l'activité d'exploration est effectuée par de jeunes sociétés minières qui investissent dans des programmes de forage afin de déterminer l'importance des ressources minérales et des réserves de minerai.

4. VARIATIONS DE CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 juin 2012	31 mars 2012	Augmentation/ (diminution)
Dollar américain (\$US)	1,02	1,00	2 %
Euro (€)	1,29	1,33	(3 %)
Livre sterling (£)	1,60	1,60	-

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	30 juin 2012	31 mars 2012	Augmentation/ (diminution)	30 juin 2011	Augmentation/ (diminution)
Dollar américain (\$US)	1,01	1,00	1 %	0,97	4 %
Euro (€)	1,30	1,31	(1 %)	1,39	(6 %)
Livre sterling (£)	1,60	1,57	2 %	1,58	1 %

La conversion des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une augmentation de 0,7 million \$ des produits des activités ordinaires de ce trimestre et par une hausse du résultat net de 1,7 million \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– **Notre réseau de centres de formation**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées dans notre réseau de centres de formation le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des centres et le montant net des investissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présentée dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement le compte consolidé de résultat de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Australie, Allemagne, Inde, Singapour, Royaume-Uni et États-Unis)**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et de matériels qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens.

– **Nos activités de produits de simulation au Canada**

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en monnaies étrangères), une part importante des produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos produits des activités ordinaires sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur le compte consolidé de résultat.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars américains et en euros, nous effectuons des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Pour voir d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les produits des activités ordinaires attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires de la période.

Commandes non financées

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes des secteurs militaires que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options non exercées dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Dette nette ajustée

La dette nette ajustée est une mesure hors PCGR par laquelle nous contrôlons le niveau de notre dette nette sans tenir compte des obligations supplémentaires au titre des contrats de location-financement. Nous surveillons cet indicateur et nous croyons que les lecteurs de notre rapport de gestion l'utilisent pour évaluer notre rendement avec les sociétés semblables. Pour la calculer, nous soustrayons du total de notre dette à long terme, y compris la partie courante de la dette à long terme, la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les obligations au titre des contrats de location-financement.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie courante des actifs disponibles à la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et de la partie courante des passifs liés aux actifs disponibles à la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes de même que les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Nombre équivalent de simulateurs actifs

Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des produits des activités ordinaires au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des produits des activités ordinaires.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat provenant des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel abstraction faite du montant net des charges financières, des impôts sur le résultat, des activités abandonnées et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – premier trimestre de l'exercice 2013

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012
Produits des activités ordinaires	\$ 480,1	506,7	453,1	433,5	427,9
Coût des ventes	\$ 321,0	336,6	300,2	296,0	288,3
Marge brute ²	\$ 159,1	170,1	152,9	137,5	139,6
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	% 33,1	33,6	33,7	31,7	32,6
Frais de recherche et de développement ²	\$ 14,0	15,2	16,5	15,9	15,2
Frais de vente, généraux et d'administration	\$ 68,4	71,8	62,5	59,8	62,3
Autres profits – montant net	\$ (0,1)	(5,6)	(3,6)	(2,1)	(9,9)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	\$ 32,0	-	-	-	-
Résultat opérationnel ²	\$ 44,8	88,7	77,5	63,9	72,0
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	% 9,3	17,5	17,1	14,7	16,8
Produits financiers	\$ (1,5)	(1,5)	(1,6)	(2,3)	(1,2)
Charges financières	\$ 18,4	18,1	17,8	17,2	16,1
Charges financières – montant net	\$ 16,9	16,6	16,2	14,9	14,9
Résultat avant impôts sur le résultat	\$ 27,9	72,1	61,3	49,0	57,1
Charge d'impôt sur le résultat	\$ 6,2	18,4	15,2	10,3	13,6
<i>En pourcentage du résultat avant impôts (taux d'impôt)</i>	% 22	26	25	21	24
Résultat net	\$ 21,7	53,7	46,1	38,7	43,5
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 21,3	53,2	45,6	38,4	43,1
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ 0,4	0,5	0,5	0,3	0,4
	\$ 21,7	53,7	46,1	38,7	43,5
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	\$ 0,08	0,21	0,18	0,15	0,17

Produits des activités ordinaires en baisse de 5 % par rapport au dernier trimestre et en hausse de 12 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012

Les produits des activités ordinaires sont en baisse de 26,6 millions \$ par rapport à ceux du dernier trimestre. Ce repli est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont diminué de 60,2 millions \$, soit 31 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes exécutés en Amérique du Nord, y compris un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat au trimestre précédent et des programmes qui étaient presque achevés au trimestre précédent, ainsi que de la réduction des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et des programmes australiens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont diminué de 4,1 millions \$, soit 6 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des activités de notre division Services professionnels en Amérique du Nord et des services de maintenance et des programmes de formation européens. La baisse a été partiellement contrebalancée par un nouveau contrat de soutien en service européen;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont diminué de 2,8 millions \$, soit 3 %, principalement en raison du moment des étapes de production, notamment les retards des constructeurs OEM dans l'élaboration de nouveaux programmes d'appareils;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 38,6 millions \$, soit 29 %, principalement en raison de l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA, acquise au cours du trimestre, et de la hausse des produits des activités ordinaires réalisés dans les marchés émergents;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 1,9 million \$, soit 8 %, en raison de l'accroissement des ventes de CAE Santé et de CAE Mines.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Les produits des activités ordinaires affichent une hausse de 52,2 millions \$ par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice 2012. Cette progression est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 46,9 millions \$, soit 38 %, principalement en raison de l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA, acquise au cours du trimestre, de la hausse des produits des activités ordinaires réalisés dans toutes les régions, ainsi que de l'incidence favorable d'un dollar américain plus fort par rapport au dollar canadien. L'augmentation a été annulée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 14,7 millions \$, soit 129 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé qui découle essentiellement de l'intégration de Medical Educational Technologies, Inc. (METI), acquise en août 2011, ainsi que de l'augmentation des ventes de CAE Mines;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont augmenté de 0,2 million \$, demeurant stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012. L'accroissement des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et des programmes australiens a été annulé par la baisse du niveau d'activité en Europe et l'achèvement d'un contrat de CNMS au Brunei au début de l'exercice 2012;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont diminué de 5,8 millions \$, soit 7 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires comptabilisés ce trimestre au titre des ventes de simulateurs partiellement fabriqués, contrebalancée en partie par les niveaux de production accrus découlant d'une augmentation des commandes enregistrées;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont diminué de 3,8 millions \$, soit 5 %, principalement en raison de la baisse des activités de notre division Services professionnels aux États-Unis et de la réduction des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et d'un programme de soutien en service canadien. La baisse a été partiellement contrebalancée par l'intensification du niveau d'activité à l'égard de nos programmes de formation, la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes australiens et un nouveau contrat de soutien en service européen.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel en baisse de 43,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 27,2 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel s'est établi à 44,8 millions \$ ce trimestre, soit 9,3 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 88,7 millions \$, soit 17,5 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 72,0 millions \$, soit 16,8 % des produits des activités ordinaires, au premier trimestre de l'exercice 2012. La baisse du résultat opérationnel par rapport au trimestre précédent et au premier trimestre de l'exercice 2012 découle principalement des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 32,0 millions \$ comptabilisés ce trimestre.

Le résultat opérationnel sectoriel³ a reculé de 11,9 millions \$, soit 13 %, par rapport au trimestre précédent. Les baisses du résultat opérationnel de 15,1 millions \$ pour le secteur PS/M et de 2,1 millions \$ pour le secteur FS/M ont été partiellement neutralisées par les hausses du résultat opérationnel de 3,0 millions \$, de 1,9 million \$ et de 0,4 million \$ pour les secteurs FS/C, NMP et PS/C, respectivement.

Le résultat opérationnel sectoriel a progressé de 4,8 millions \$, soit 7 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012. Les hausses du résultat opérationnel de 4,7 millions \$, de 3,3 millions \$ et de 0,7 million \$ pour les secteurs PS/C, NMP et PS/M respectivement, ont été partiellement neutralisées par les baisses de 2,2 millions \$ pour le secteur FS/C et de 1,7 million \$ pour le secteur FS/M.

Vous trouverez un complément d'information sous *Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition* et *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en hausse de 0,3 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 2,0 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012

Le montant net des charges financières a affiché une hausse par rapport au trimestre précédent, qui s'explique essentiellement par l'émission d'une facilité de crédit non garantie de premier rang pour financer l'acquisition d'OAA ainsi que par les obligations supplémentaires prises en charge au titre des contrats de location-financement par suite de l'acquisition.

Le montant net des charges financières a augmenté de 2,0 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012. Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation de la charge d'intérêts découlant du placement privé de billets de premier rang émis en août 2011 pour financer l'acquisition de METI et l'accroissement de la dette lié à l'acquisition d'OAA, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la baisse de la charge d'intérêts sur les obligations relatives aux redevances.

Taux d'impôt effectif de 22 % ce trimestre

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 6,2 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 22 %, comparativement à 26 % au trimestre précédent et à 24 % au premier trimestre de l'exercice 2012.

La diminution du taux d'impôt effectif ce trimestre est principalement attribuable à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions, accentué par nos mesures de restructuration en Europe.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

6.2 Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition

Le 23 mai 2012, nous avons annoncé des mesures de restructuration qui visent à réorienter nos ressources et nos capacités en réponse à des changements dans les marchés de la défense que nous desservons. Par suite de ces mesures, notre main-d'œuvre actuelle a été réduite d'environ 300 employés à l'échelle mondiale. À ce jour, des coûts de restructuration de 21,2 millions \$, qui se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail et autres coûts liés, dont les obligations connexes au titre des avantages du personnel, ont été pris en compte dans le résultat net du premier trimestre de l'exercice 2013.

En mai 2012, nous avons acquis 100 % des actions d'OAA, un fournisseur de services de formation aéronautique et de placement des membres d'équipage. À ce jour, des coûts de 10,8 millions \$ au titre des activités de restructuration, d'intégration et d'acquisition ont été pris en compte dans le résultat net du premier trimestre de l'exercice 2013. Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail et autres coûts liés, dont les obligations connexes au titre des avantages du personnel. Les coûts d'intégration représentent les coûts différentiels directement liés à l'intégration d'OAA dans nos activités courantes. Il s'agit principalement des dépenses concernant le redéploiement des simulateurs, la normalisation au titre de la réglementation et des procédés, l'intégration des systèmes et d'autres activités. Les coûts d'acquisition comprennent les charges, les frais, les commissions et les autres coûts associés à la collecte d'information, à la négociation des contrats et aux évaluations des risques, ainsi qu'aux services des avocats, des conseillers et des spécialistes.

De plus amples renseignements sur les Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition sont fournis à la note 11 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

6.3 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 3 894,5 millions \$ à la fin du trimestre écoulé. Les nouvelles commandes de 406,8 millions \$ ont augmenté la valeur du carnet de commandes pour ce trimestre, partiellement neutralisées par des produits de 480,1 millions \$ tirés du carnet de commandes et des ajustements de 243,6 millions \$.

Carnet de commandes en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2012
Carnet de commandes en début de période	3 724,2 \$
+ commandes	406,8
- produits des activités ordinaires	(480,1)
+/- ajustements	243,6
Carnet de commandes en fin de période	3 894,5 \$

L'ajustement de 243,6 millions \$ concerne principalement un montant de 254,0 millions \$ au titre du carnet de commandes ajouté par suite de l'acquisition d'OAA, neutralisé par la réduction d'une commande existante de simulateurs de niveau B datant de 2006 dans notre secteur PS/C.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,85. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,11.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre cinq secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Secteur Nouveaux marchés principaux (NMP).

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>		T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012
<i>Secteurs civils</i>						
Formation et services associés – Civil	\$	33,3	30,3	28,8	27,6	35,5
	%	19,5	22,9	23,4	23,2	28,6
Produits de simulation – Civil	\$	14,4	14,0	13,2	14,7	9,7
	%	17,9	16,8	16,4	15,9	11,3
<i>Secteurs militaires</i>						
Produits de simulation – Militaire	\$	19,5	34,6	26,9	20,9	18,8
	%	14,4	17,7	17,7	15,4	13,9
Formation et services associés – Militaire	\$	8,9	11,0	10,0	9,3	10,6
	%	13,2	15,4	14,3	14,2	14,9
Nouveaux marchés principaux	\$	0,7	(1,2)	(1,4)	(8,6)	(2,6)
	%	2,7	-	-	-	-
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	\$	76,8	88,7	77,5	63,9	72,0
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	\$	(32,0)	-	-	-	-
Résultat opérationnel	\$	44,8	88,7	77,5	63,9	72,0

Capital utilisé⁴

<i>(en millions)</i>		T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012
<i>Secteurs civils</i>						
Formation et services associés – Civil	\$	1 535,3	1 173,0	1 150,8	1 149,7	1 083,8
Produits de simulation – Civil	\$	53,7	39,1	65,4	62,9	83,4
<i>Secteurs militaires</i>						
Produits de simulation – Militaire	\$	336,6	270,4	266,7	262,5	282,7
Formation et services associés – Militaire	\$	197,1	181,2	199,0	190,7	205,2
Nouveaux marchés principaux	\$	181,9	179,3	174,5	181,9	44,6
	\$	2 304,6	1 843,0	1 856,4	1 847,7	1 699,7

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

7.1 Secteurs civils

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013

- Nous avons acquis OAA, y compris la division Parc Aviation, ce qui renforce notre position de chef de file mondial et élargit notre offre grâce à une solution complètement intégrée. Cette acquisition s'est traduite par l'ajout de sept centres de formation, de 40 FFS, de quatre écoles de pilotage ainsi que d'un catalogue de placement de personnel composé de plus de 1 200 professionnels de l'aviation en affectation;
- Nous avons ouvert un nouveau centre de formation pour l'aviation commerciale à Barcelone (Espagne), qui offrira d'abord la formation des pilotes et de l'équipage de bord de l'Airbus A320, Vueling Airlines en étant le client phare;
- Nous avons annoncé l'ouverture d'un nouveau centre de formation à l'automne 2012 à Séoul (République de Corée), qui offrira pour commencer la formation des pilotes du Boeing 737-800;
- Nous avons annoncé la construction d'un deuxième centre de formation des pilotes et des techniciens de maintenance à São Paulo (Brésil), près de l'aéroport du centre-ville Congonhas et du siège social de TAM Airlines;
- Nous avons annoncé que nous fournissons la formation sur l'Airbus A330 à Johannesburg (Afrique du Sud) qui sera le premier emplacement de formation pour l'aviation commerciale de CAE en Afrique, South African Airways en étant le client phare;
- Nous avons installé un nouveau simulateur de vol pour l'Airbus A320, qui est la propriété de CAE, au centre de formation d'Airbus à Miami (États-Unis) dans le cadre de l'accord de coopération conclu entre Airbus et CAE pour la prestation de services de formation;
- Nous avons annoncé le début de la formation des pilotes des Gulfstream G450 et G550, d'ici l'automne 2012, dans un nouvel emplacement de formation pour l'aviation d'affaires situé à Shanghai (Chine);
- Nous avons annoncé l'élargissement de l'entente de fournisseur de formation autorisée conclue avec Bombardier avec l'ajout de simulateurs pour les appareils Learjet 31 et Learjet 60 et le redéploiement des simulateurs de vol des avions Learjet 31 et Learjet 60 aux installations de formation de CAE situées à Dallas (États-Unis);
- Nous avons annoncé que nous fournissons de la formation aux techniciens de maintenance à Little Rock (États-Unis), emplacement qui offre un accès pratique au centre d'aménagement Dassault Falcon et nous permet d'offrir de la formation sur divers appareils Dassault Falcon et Hawker Beechcraft, ainsi que sur des produits Honeywell sélectionnés;
- Nous avons annoncé que CAE est le premier fournisseur de formation indépendant à avoir obtenu l'approbation de l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) à titre d'entreprise de formation pour la maintenance des appareils Dassault Falcon;
- Nous avons sélectionné Asia Pacific Flight Training pour appuyer les phases 1 et 2 du programme de licence de pilote en équipage multiple (MPL) axé sur les compétences de CAE pour AirAsia;
- Nous avons lancé le dispositif intégré d'entraînement aux procédures (IPT) CAE Simfinity^{MC} de prochaine génération équipé d'un poste de pilotage virtuel amélioré.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

(en millions, sauf les marges opérationnelles)

	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012
Produits des activités ordinaires	\$ 251,2	215,4	203,7	211,7	210,1
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 47,7	44,3	42,0	42,3	45,2
Marges opérationnelles	% 19,0	20,6	20,6	20,0	21,5
Carnet de commandes	\$ 1 761,9	1 535,0	1 469,3	1 466,0	1 311,6

Pour les secteurs civils dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,94 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,24.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 132,4 millions \$, notamment :

- Un contrat de service à long terme avec Cebu Pacific Air (Cebu) portant sur la formation de pilotes d'Airbus A320 au nouveau centre Philippine Academy for Aviation Training, qui est une coentreprise entre CAE et Cebu;
- Une prorogation du contrat de service à long terme avec SilkAir portant sur la formation de pilotes d'Airbus A320 à Singapour;
- Un accord avec Heliservicio Campeche, un important exploitant d'hélicoptères qui dessert l'industrie pétrolière et gazière en mer au Mexique, portant sur la formation de pilotes d'hélicoptères Bell 412 au nouveau centre de formation CAE Mexique à Toluca (Mexique) et la formation de pilotes de Sikorsky S-76 au centre de formation CAE du Nord-Est situé à Morristown (États-Unis);
- Un contrat avec Southern Service Flight Company portant sur la formation de pilotes d'hélicoptères AS332L2 aux centres de formation de CAE à Aberdeen (Royaume-Uni) et à Stavanger (Norvège);
- Un accord avec Masterjet portant sur la formation de pilotes exclusivement au centre Emirates-CAE Flight Training à Dubaï (Émirats arabes unis), de même qu'aux centres de formation de CAE près de Londres (Royaume-Uni) et à Morristown et à Dallas (États-Unis);
- Un contrat avec Avcon Jet portant sur la formation de pilotes sur divers types d'appareils Bombardier, Dassault, Gulfstream et Hawker Beechcraft;
- Un contrat avec Dasnair portant sur la formation de pilotes d'appareils Dassault Falcon au centre Emirates-CAE Flight Training à Dubaï (Émirats arabes unis) et au centre de formation pour l'aviation d'affaires de CAE près de Londres (Royaume-Uni);
- Un contrat avec Flying Group portant sur la formation de pilotes sur ses appareils Cessna, Dassault et Gulfstream aux centres de formation de CAE au Moyen-Orient, en Europe et en Amérique du Nord;
- Une prorogation du contrat avec KLM Flight Academy portant sur la formation d'élèves-pilotes débutants à l'Oxford Aviation Academy de CAE à Phoenix (États-Unis).

Résultats financiers

(en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NESA et les FFS déployés)

	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012
Produits des activités ordinaires	\$ 170,9	132,3	123,0	119,1	124,0
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 33,3	30,3	28,8	27,6	35,5
Marges opérationnelles	% 19,5	22,9	23,4	23,2	28,6
Dotation aux amortissements	\$ 23,7	20,7	21,0	20,0	19,6
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 39,7	37,2	37,6	39,0	23,3
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 2,5	2,8	2,3	2,4	1,9
Capital utilisé	\$ 1 535,3	1 173,0	1 150,8	1 149,7	1 083,8
Carnet de commandes	\$ 1 400,0	1 183,4	1 102,8	1 125,4	970,5
Unités NESA ⁵	164	142	140	139	137
FFS déployés	216	171	170	165	160

Produits des activités ordinaires en hausse de 29 % par rapport au trimestre précédent et de 38 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA, acquise au cours du trimestre, et par la hausse des produits des activités ordinaires réalisés dans les marchés émergents.

L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012 est attribuable principalement à l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA, acquise au cours du trimestre, à la hausse des produits des activités ordinaires réalisés dans toutes les régions, ainsi qu'à l'incidence favorable d'un dollar américain plus fort par rapport au dollar canadien. L'augmentation a été annulée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 6 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 33,3 millions \$ (19,5 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 30,3 millions \$ (22,9 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre précédent et à 35,5 millions \$ (28,6 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice 2012.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 3,0 millions \$, soit 10 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation est attribuable essentiellement au résultat opérationnel sectoriel plus élevé réalisé en Europe et dans les marchés émergents, ainsi qu'à l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA, acquise au cours du trimestre.

Le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 2,2 millions \$, soit 6 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012. La diminution est imputable principalement aux profits découlant des initiatives d'expansion stratégiques comptabilisés à l'exercice précédent. Elle a été atténuée par le résultat opérationnel sectoriel plus élevé réalisé en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et dans les marchés émergents, ainsi que par l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA, acquise au cours du trimestre.

Dépenses en immobilisations corporelles de 39,7 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 7,2 millions \$ ce trimestre et les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 32,5 millions \$. Comme les tendances commerciales et les perspectives du secteur de l'aviation civile indiquent une croissance mondiale continue, nous poursuivons l'investissement sélectif dans notre réseau de formation, là où il y a de la demande.

Capital utilisé en hausse de 362,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé est principalement attribuable à un accroissement des immobilisations incorporelles, des immobilisations corporelles et des comptes débiteurs, annulé en partie par la hausse des comptes créditeurs et charges à payer. Cette augmentation est essentiellement due à l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA, acquise au cours du trimestre.

Carnet de commandes de 1 400,0 millions \$ à la fin du trimestre

(en millions)	Trimestre clos le 30 juin 2012
Carnet de commandes en début de période	1 183,4 \$
+ commandes	132,4
- produits des activités ordinaires	(170,9)
+/- ajustements	255,1
Carnet de commandes en fin de période	1 400,0 \$

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Pour le trimestre, les ajustements représentent surtout un montant de 254,0 millions \$ se rapportant au montant ajouté au titre du carnet de commandes par suite de l'acquisition d'OAA.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,77. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,31.

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats portant sur la fourniture des 7 FFS suivants :

- Un FFS pour le nouvel avion de transport de taille moyenne AVIC à Aviation Industry Corporation of China;
- Un FFS Airbus A320 à Zhuhai Flight Training Centre, une coentreprise entre China Southern Airlines et CAE;
- Un FFS Boeing 737NG à Kunming Aviation Safety Training Centre;
- Un FFS Airbus A330 à Singapore Airlines;
- Un FFS Airbus A330 à Aeroflot;
- Un FFS Boeing 787 à Air Canada;
- Un FFS Embraer ERJ 190/195 à un client européen dont l'identité demeure confidentielle.

Au cours du trimestre, la division a également enregistré une réduction d'une commande existante de simulateurs de niveau B datant de 2006.

Résultats financiers

(en millions, sauf les marges opérationnelles)

	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012
Produits des activités ordinaires	\$ 80,3	83,1	80,7	92,6	86,1
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 14,4	14,0	13,2	14,7	9,7
Marges opérationnelles	% 17,9	16,8	16,4	15,9	11,3
Dotation aux amortissements	\$ 1,5	2,1	1,7	1,8	1,8
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 2,7	2,3	1,3	1,1	1,1
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 5,0	5,2	4,5	5,7	3,9
Capital utilisé	\$ 53,7	39,1	65,4	62,9	83,4
Carnet de commandes	\$ 361,9	351,6	366,5	340,6	341,1

Produits des activités ordinaires en baisse de 3 % par rapport au trimestre précédent et de 7 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par le moment des étapes de production, notamment les retards des constructeurs OEM dans l'élaboration de nouveaux programmes d'appareils.

La diminution par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012 est surtout imputable à la baisse des produits des activités ordinaires comptabilisés ce trimestre au titre des ventes de simulateurs partiellement fabriqués, contrebalancée en partie par les niveaux de production accrus découlant d'une augmentation des commandes enregistrées.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent et de 48 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 14,4 millions \$ (17,9 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 14,0 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 9,7 millions \$ (11,3 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre de l'exercice 2012.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à la baisse des frais de vente, généraux et d'administration, compensée par une baisse des produits des activités ordinaires comptabilisés pour le trimestre.

L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012 s'explique surtout par l'amélioration des marges sur les produits, neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires et la hausse des frais engagés à l'égard des programmes de R-D, déduction faite du financement au titre de nos programmes de partage des coûts de R-D et des crédits d'impôt à l'investissement.

Capital utilisé en hausse de 14,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la baisse des comptes créditeurs et charges à payer et de l'accroissement des stocks, neutralisés en partie par l'augmentation des passifs au titre des contrats en cours.

Carnet de commandes en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2012
Carnet de commandes en début de période	351,6 \$
+ commandes	102,8
- produits des activités ordinaires	(80,3)
+/- ajustements	(12,2)
Carnet de commandes en fin de période	361,9 \$

Pour le trimestre, les ajustements représentent essentiellement la réduction d'une commande existante de simulateurs de niveau B datant de 2006, facteur atténué par une incidence favorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,28. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,12.

7.2 Secteurs militaires**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013**

- Nous avons signé un accord de coopération avec l'Université de la Défense nationale de Malaisie et Armour Sentral portant sur le développement de solutions de formation fondée sur la simulation destinées au marché des systèmes terrestres en Malaisie ainsi que dans les régions avoisinantes;
- Nous avons amorcé la formation des équipages de la Royal Navy à notre centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF) à la base de la Royal Air Force (RAF) de Benson (Royaume-Uni). Les équipages de la Royal Navy ont commencé à délaissier les hélicoptères Sea King Mk4 au profit de l'AW101 Merlin Mk3 et suivront leur formation au sol et leur formation synthétique à notre centre MSHATF au cours de la prochaine année;
- Nous avons effectué avec succès une série de vols du système aérien sans pilote (UAS) Miskam à Alma (Canada); nous continuons nos avancées dans le programme de recherche et développement.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012
Produits des activités ordinaires	\$ 202,8	267,1	222,3	201,5	206,4
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 28,4	45,6	36,9	30,2	29,4
Marges opérationnelles	% 14,0	17,1	16,6	15,0	14,2
Carnet de commandes	\$ 2 132,6	2 189,2	2 045,6	2 182,2	2 151,6

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,72 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,00.

Les commandes non financées des secteurs militaires combinés⁶ s'établissaient à 255,4 millions \$ au 30 juin 2012.

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a obtenu des commandes de 101,4 millions \$ ce trimestre, notamment :

- Une commande de l'U.S. Air Force pour effectuer les mises à niveau d'un entraîneur aux systèmes d'armes C-5 dans le cadre du C-5 Reliability Enhancement and Re-Engining Program (RERP);
- Une commande d'un important constructeur OEM pour fournir une série de simulateurs de missions et de dispositifs d'entraînement d'un avion-école à réaction dans le cadre d'une solution globale visant à répondre aux besoins futurs en formation d'un client dont l'identité demeure confidentielle;
- Un contrat pour effectuer les mises à niveau des entraîneurs à la maintenance de l'avionique MH-60S et MH-60R pour la Marine américaine.

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012
Produits des activités ordinaires	\$ 135,4	195,6	152,4	136,0	135,2
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 19,5	34,6	26,9	20,9	18,8
<i>Marges opérationnelles</i>	% 14,4	17,7	17,7	15,4	13,9
Dotation aux amortissements	\$ 3,1	3,3	3,1	2,9	2,7
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 1,9	2,4	2,6	3,0	2,8
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 6,0	5,8	5,4	4,3	3,5
Capital utilisé	\$ 336,6	270,4	266,7	262,5	282,7
Carnet de commandes	\$ 755,6	786,0	812,7	907,4	897,8

Produits des activités ordinaires en baisse de 31 % par rapport au trimestre précédent et stable par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes exécutés en Amérique du Nord, y compris un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat au trimestre précédent et des programmes qui étaient presque achevés au trimestre précédent, ainsi que la réduction des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et des programmes australiens.

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice 2012. L'accroissement des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et des programmes australiens a été annulé par la baisse du niveau d'activité en Europe et l'achèvement d'un contrat de CNMS au Brunei au début de l'exercice 2012.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 44 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 4 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 19,5 millions \$ (14,4 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 34,6 millions \$ (17,7 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 18,8 millions \$ (13,9 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre de l'exercice 2012.

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires, telle qu'elle est décrite précédemment, et la réduction des marges opérationnelles à l'égard des programmes exécutés en Europe. Cette diminution a été annulée en partie par le recul des frais de vente, généraux et d'administration.

L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la hausse du volume à l'égard des programmes exécutés en Amérique du Nord et par la réduction des frais de recherche et développement. La hausse a été annulée en partie par la baisse du volume et la diminution des marges opérationnelles à l'égard des programmes exécutés en Europe.

Capital utilisé en hausse de 66,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la diminution des comptes créditeurs et charges à payer et de l'augmentation des actifs au titre des contrats en cours.

Carnet de commandes stable par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2012
Carnet de commandes en début de période	786,0 \$
+ commandes	101,4
- produits des activités ordinaires	(135,4)
+ / - ajustements (surtout des variations du change)	3,6
Carnet de commandes en fin de période	755,6 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,75. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,78.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Le secteur FS/M a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 44,1 millions \$, notamment :

- Un contrat de L-3 Communications MAS pour continuer de fournir une gamme de solutions de soutien en service aux CF-18 des Forces canadiennes, notamment des services de mise à niveau des logiciels d'avionique et de soutien logistique intégré;
- Un contrat des Forces de défense australiennes pour continuer de fournir des services de soutien à la formation aux systèmes de formation C-130H et C-130J de la Royal Australian Air Force (RAAF) à la base militaire de Richmond de la RAAF;
- Une commande d'Eurofighter Simulation Systems pour fournir du soutien en service aux systèmes visuels CAE Medallion utilisés sur les dispositifs de formation Eurofighter des Forces de l'air espagnoles.

Résultats financiers

(en millions, sauf les marges opérationnelles)

	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012
Produits des activités ordinaires	\$ 67,4	71,5	69,9	65,5	71,2
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 8,9	11,0	10,0	9,3	10,6
Marges opérationnelles	% 13,2	15,4	14,3	14,2	14,9
Dotation aux amortissements	\$ 4,5	5,2	5,0	4,0	3,9
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 1,3	1,5	2,1	2,6	3,0
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 0,8	1,1	0,1	0,3	0,2
Capital utilisé	\$ 197,1	181,2	199,0	190,7	205,2
Carnet de commandes	\$ 1 377,0	1 403,2	1 232,9	1 274,8	1 253,8

Produits des activités ordinaires en baisse de 6 % par rapport au trimestre précédent et de 5 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012

La diminution des produits des activités ordinaires par rapport au trimestre précédent est principalement imputable à la baisse des produits des activités ordinaires tirés des activités de notre division Services professionnels en Amérique du Nord et des services de maintenance et des programmes de formation européens. La baisse a été partiellement contrebalancée par un nouveau contrat de soutien en service européen.

La diminution par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012 découle essentiellement de la baisse des activités de notre division Services professionnels aux États-Unis et de la réduction des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et d'un programme de soutien en service canadien. La baisse a été partiellement contrebalancée par l'intensification du niveau d'activité à l'égard de nos programmes de formation, la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes australiens et un nouveau contrat de soutien en service européen.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 19 % par rapport au trimestre précédent et de 16 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 8,9 millions \$ (13,2 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à 11,0 millions \$ (15,4 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 10,6 millions \$ (14,9 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre de l'exercice 2012.

La diminution par rapport au trimestre précédent est surtout imputable au repli des marges opérationnelles découlant du caractère désavantageux de notre gamme de programmes de formation et au volume moindre en Europe, à l'incidence défavorable du change sur la dette sans recours à long terme associée à nos activités en Inde et à la réduction du dividende reçu à l'égard d'un placement de FS/M au Royaume-Uni. La baisse a été contrebalancée en partie par un nouveau contrat de soutien en service européen.

La diminution par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012 est surtout imputable à la réduction du dividende reçu à l'égard d'un placement de FS/M au Royaume-Uni, à une marge plus faible du programme de formation et de services aux États-Unis, à l'incidence défavorable du change sur la dette sans recours à long terme associée à nos activités en Inde et au volume moindre relatif au soutien en service à l'égard d'un programme canadien. Ce recul a été neutralisé en partie par le volume plus élevé à l'égard des programmes australiens et un nouveau contrat de soutien en service européen exécuté en Amérique du Nord.

Capital utilisé en hausse de 15,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par la diminution des comptes créditeurs et charges à payer, partiellement contrebalancée par l'incidence favorable du change sur les immobilisations corporelles.

Carnet de commandes stable par rapport au trimestre précédent

(en millions)	Trimestre clos le 30 juin 2012
Carnet de commandes en début de période	1 403,2 \$
+ commandes	44,1
- produits des activités ordinaires	(67,4)
+ / - ajustements (surtout des variations du change)	(2,9)
Carnet de commandes en fin de période	1 377,0 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,65. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,5.

7.3 Nouveaux marchés principaux

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Santé comprennent ce qui suit :

- Nous avons tenu notre congrès annuel des utilisateurs de simulateurs de soins infirmiers à Leeds, au Royaume-Uni, qui a attiré plus de 200 formateurs cliniques, cliniciens et étudiants du domaine des soins infirmiers en Europe;
- Nous avons annoncé, en collaboration avec Elsevier, le lancement du nouveau Système d'apprentissage par la simulation (SLS) pour le domaine des soins infirmiers;
- Notre simulateur d'échographie CAE VIMEDIX a été évalué dans le cadre d'une étude, publiée dans le numéro d'avril de la revue *Heart, Lung and Circulation*, portant sur l'utilisation de ce simulateur pour enseigner l'échocardiographie transthoracique et transœsophagienne; l'étude fait état de sa convivialité, de son réalisme et du temps d'apprentissage accéléré;
- Nous avons lancé une nouvelle version du Program for Nursing Curriculum Integration devant l'International Nursing Association for Clinical Simulation and Learning à San Antonio (États-Unis);
- Nous avons vendu nos premiers simulateurs d'échographie CAE VIMEDIX en Suède, en Finlande, au Maroc, en Argentine et au Brésil;
- Nous avons donné une formation sur les simulateurs de patients CAE Caesar et METIman lors du Tactical Combat Casualty Care Symposium ainsi qu'une formation présentée par le German Bundeswehr Special Operations Training Center en collaboration avec la German Society for Military Medicine and Pharmacy.

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Mines comprennent ce qui suit :

- Nous avons lancé une nouvelle application logicielle pour la gestion de la répartition du minerai et des stériles dans les mines à ciel ouvert;
- Nous avons présenté une mise à niveau majeure de notre système de photogrammétrie en trois dimensions Sirovision qui est maintenant muni du matériel de photographie souterraine.

COMMANDES

Les principales ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de six simulateurs chirurgicaux au Madigan Army Medical Center à Tacoma, aux États-Unis;
- La vente de trois simulateurs chirurgicaux, de trois simulateurs de patients et d'un système de gestion des centres de formation à l'Universidad Nacional Autónoma de México à Mexico, au Mexique;
- La vente d'un simulateur de patient, du matériel de gestion de centres de formation et du matériel de formation à Northeast Georgia Health System, Inc. de Gainesville, aux États-Unis;
- La vente de deux simulateurs de patients et d'un système de gestion de centres de formation à la Anderson University à Anderson, aux États-Unis;
- La vente d'un simulateur chirurgical, d'un simulateur d'échographie, d'un simulateur de patient et du matériel de formation à la base militaire aérienne Lakenheath à Suffolk, au Royaume-Uni;
- La vente de deux simulateurs de patients, du matériel de formation, d'un ensemble de moulage et du matériel de gestion de centres de formation à l'Université de Maribor à Maribor, en Slovénie;
- La vente d'un simulateur de patient, d'un ensemble de moulage et du matériel de gestion de centres de formation à l'Université de médecine de Silésie à Katowice, en Pologne;
- La vente d'un système de gestion de centres de formation à l'école de médecine de la University of Massachusetts à Worcester, aux États-Unis;
- La vente de deux simulateurs de patients au centre de formation médicale Bin Rashid Al Maktoum à Dubaï, aux Émirats arabes unis;
- La vente de deux simulateurs chirurgicaux à l'école de médecine de l'Université Okayama à Okayama, au Japon.

Les principales ventes de CAE Mines ce trimestre comprennent ce qui suit :

- Les ventes d'applications logicielles et de services techniques aux établissements canadiens et néo-calédoniens de Vale S.A.;
- La vente de systèmes de gestion des données géologiques à un client canadien dont l'identité demeure confidentielle;
- La vente de systèmes d'évaluation des ressources et de planification des mines aux établissements russes de Polymetal International PLC;
- La vente de systèmes d'évaluation des ressources et d'optimisation des mines à ciel ouvert à Khamkeut-Saen Oudom Gold Mine Co., Limited (KSO) au Laos;
- La vente de systèmes d'évaluation des ressources et de planification des mines à Somincor S.A. au Portugal.

Résultats financiers

(en millions)

	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012
Produits des activités ordinaires	\$ 26,1	24,2	27,1	20,3	11,4
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 0,7	(1,2)	(1,4)	(8,6)	(2,6)
Marges opérationnelles	% 2,7	-	-	-	-
Dotations aux amortissements	\$ 2,4	2,2	2,4	1,6	0,8
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 0,9	1,0	0,5	1,0	0,3
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 2,6	2,7	(2,5)	2,9	2,6
Capital utilisé	\$ 181,9	179,3	174,5	181,9	44,6

Produits des activités ordinaires en hausse de 8 % par rapport au trimestre précédent et de 129 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est attribuable à l'accroissement des ventes de CAE Santé et de CAE Mines.

L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé qui découle essentiellement de l'intégration de METI, acquise en août 2011, ainsi que par l'augmentation des ventes de CAE Mines.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse par rapport au trimestre précédent et au premier trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel sectoriel correspond à un bénéfice de 0,7 million \$ ce trimestre, comparativement à une perte opérationnelle sectorielle de 1,2 million \$ au trimestre précédent et de 2,6 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2012.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique par la hausse des produits des activités ordinaires, comme il en est fait mention ci-dessus, et l'amélioration des marges opérationnelles de CAE Mines et de CAE Santé. La hausse a été annulée en partie par un avantage net de 1,7 million \$ découlant de la reprise des provisions au titre de la contrepartie conditionnelle liée à des acquisitions antérieures comptabilisées au trimestre précédent dans les comptes de CAE Santé.

L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012 s'explique par l'intégration de METI, les produits des activités ordinaires plus élevés et l'amélioration des marges opérationnelles de CAE Santé et de CAE Mines.

Capital utilisé en hausse de 2,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles découlant essentiellement des investissements dans nos programmes de R-D inscrits à l'actif et aux variations des taux de change.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, dont le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(en millions)</i>	T1-2013	T4-2012	T1-2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	46,2 \$	97,8 \$	72,2 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(120,2)	24,3	(160,0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(74,0) \$	122,1 \$	(87,8) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁷	(12,2)	(8,3)	(10,9)
Autres actifs	(3,7)	(4,8)	(4,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	-	6,1	23,7
Dividendes versés	(8,2)	(8,4)	(8,7)
Flux de trésorerie disponibles ⁷	(98,1) \$	106,7 \$	(88,5) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁷	(34,3)	(36,1)	(19,6)
Frais de développement inscrits à l'actif	(12,4)	(12,8)	(7,3)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	0,1	2,6	0,1
Regroupements d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris)	(264,4)	0,1	-
Coentreprise (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris)	-	-	(24,9)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-	-	0,2
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(409,1) \$	60,5 \$	(140,0) \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Flux de trésorerie disponibles négatifs de 98,1 millions \$ ce trimestre

La diminution par rapport au trimestre précédent est principalement imputable aux variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la baisse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles en raison surtout des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. Les variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie, qui se produisent généralement au premier trimestre de l'exercice, découlent essentiellement d'une diminution des comptes créditeurs et charges à payer et d'une hausse de la position nette de nos contrats en cours et des comptes débiteurs.

La diminution par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012 est surtout attribuable à la baisse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles principalement à cause des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, et à la diminution du produit de la cession d'immobilisations corporelles, atténuée par des variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 46,5 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 34,3 millions \$ ce trimestre. Nous cherchons toujours à élargir sélectivement notre réseau de formation là où il existe une demande pour obtenir une part de marché supplémentaire, et pour répondre aux demandes de nos clients en matière de formation. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 12,2 millions \$ ce trimestre.

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**9.1 Capital utilisé consolidé**

<i>(en millions)</i>	30 juin 2012	31 mars 2012
Utilisation du capital		
Actifs courants	1 252,1 \$	1 148,1 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(259,3)	(287,3)
Passifs courants	(1 032,0)	(883,4)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	238,6	136,0
Fonds de roulement hors trésorerie ⁸	199,4 \$	113,4 \$
Immobilisations corporelles	1 479,1	1 293,7
Autres actifs non courants	963,9	741,9
Autres passifs non courants	(602,5)	(572,5)
Total du capital utilisé	2 039,9 \$	1 576,5 \$
Provenance du capital		
Partie courante de la dette à long terme	238,6 \$	136,0 \$
Dette à long terme	1 009,6	685,6
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(259,3)	(287,3)
Dette nette ⁸	988,9 \$	534,3 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 029,4	1 021,9
Participations ne donnant pas le contrôle	21,6	20,3
Provenance du capital	2 039,9 \$	1 576,5 \$

Capital utilisé en hausse de 463,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des autres actifs non courants et des immobilisations corporelles par suite essentiellement à l'acquisition d'OAA au cours du trimestre.

Notre rendement du capital utilisé⁸ (RCU) a été de 12,5 % pour le trimestre écoulé, comparativement à 15,5 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent, essentiellement à cause du capital accru utilisé pour l'acquisition de METI et d'OAA, qui sont en cours d'intégration.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 86,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation découle essentiellement de la hausse des comptes débiteurs et des actifs au titre des contrats en cours, annulée en partie par l'accroissement des provisions lié surtout aux coûts de restructuration comptabilisés au cours du trimestre.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 185,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation est surtout attribuable à l'acquisition d'OAA au cours du trimestre et aux dépenses d'investissement en immobilisations, annulée en partie par la dotation aux amortissements.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Variation de la dette nette

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2012
Dette nette en début de période	534,3 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	409,1
Acquisitions d'entreprises et autres	40,2
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	5,3
Augmentation de la dette nette pour la période	454,6 \$
Dette nette en fin de période	988,9 \$

Dette nette ajustée⁹

<i>(en millions)</i>	30 juin 2012	31 mars 2012
Partie courante de la dette à long terme	238,6 \$	136,0 \$
Dette à long terme	1 009,6	685,6
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(259,3)	(287,3)
Déduire : obligations au titre des contrats de location-financement	(179,7)	(142,9)
Dette nette ajustée	809,2 \$	391,4 \$

En mai 2012, nous avons conclu une facilité de crédit non garantie de premier rang assortie d'une durée de deux ans, sur laquelle nous avons utilisé 304,1 millions \$ pour financer l'acquisition d'OAA. La facilité de crédit porte intérêt à des taux variables fondés sur les taux des acceptations bancaires ou le TIBEUR majoré d'une marge. Les taux s'établissaient à 2,7 % et à 1,8 % respectivement le 30 juin 2012.

Par le biais de l'acquisition d'OAA, nous avons pris en charge des contrats de location visant plusieurs simulateurs situés en Europe. Ces contrats de location sont classés comme des contrats de location-financement, et les obligations au titre de ces contrats de location-financement s'élèvent à 33,5 millions \$ au 30 juin 2012, les taux de location implicites variant d'environ 4,3 % à 10,0 %.

En mai 2012, par l'entremise d'une filiale en propriété exclusive, nous avons conclu un contrat de location-financement visant la location d'un simulateur situé aux États-Unis. Cette location est assortie d'une obligation de 4,3 millions \$ au 30 juin 2012, pour un taux de location implicite de 3,4 %.

Le 29 juin 2012, nous avons modifié nos facilités de crédit renouvelables non garanties de manière à repousser la date d'échéance d'avril 2015 à avril 2017, ainsi qu'à porter le montant disponible aux termes de la facilité de 450,0 millions \$ US à 550,0 millions \$ US à des conditions plus favorables. En juillet 2012, nous avons augmenté de 100,0 millions \$ nos emprunts aux termes de nos facilités de crédit à terme non garanties renouvelables et en avons utilisé les produits pour rembourser une tranche de 100,0 millions \$ sur la facilité de crédit non garantie de premier rang, qui avait été contractée pour financer l'acquisition d'OAA.

Nous avons aussi conclu un accord visant la vente de certains de nos comptes débiteurs et de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) pour un montant pouvant aller jusqu'à 150,0 millions \$. Au 30 juin 2012, nous avons imputé à ce programme 59,6 millions \$ de comptes débiteurs et 31,3 millions \$ d'actifs au titre de contrats en cours.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus nous permettront de poursuivre notre croissance, de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Total des capitaux propres en hausse de 8,8 millions \$ pour le trimestre écoulé

L'augmentation des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 21,7 millions \$, contrebalancée en partie par des variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie de 4,8 millions \$ et des dividendes de 8,2 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 juin 2012, nous avons au total 258 708 931 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 459,0 millions \$.

Au 31 juillet 2012, nous avons un total de 258 714 656 actions ordinaires émises et en circulation.

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Acquisitions au cours de l'exercice 2013

Au 30 juin 2012, nous avons effectué une transaction de regroupements d'entreprises pour une contrepartie totale de 281,9 millions \$, exclusion faite d'un montant de 32,4 millions \$ au titre des passifs repris et des fonds en caisse.

Un montant de 4,9 millions \$ de coûts liés aux acquisitions est pris en compte dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition inscrits au compte consolidé de résultat pour la période close le 30 juin 2012.

Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à R.L.

En mai 2012, nous avons acquis 100 % des actions de l'Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à R.L. (OAA), un fournisseur de services de formation aéronautique et de placement des membres d'équipage. Grâce à cette acquisition, nous renforçons notre leadership et notre portée mondiale dans le domaine de la formation pour l'aviation civile en augmentant notre nombre de centres de formation, en étendant notre réseau d'écoles de pilotage et en élargissant notre catalogue de solutions de formation aéronautique et de services de placement de membres d'équipage.

Dans le cadre de l'acquisition susmentionnée, l'évaluation provisoire de la juste valeur des actifs identifiables nets acquis et des passifs identifiables nets pris en charge est présentée dans le tableau ci-dessous. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises, soit 70,2 millions \$ (y compris les marques de marque et les relations avec des clients), est provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces immobilisations ait été finalisée. Un goodwill provisoire de 131,0 millions \$ découlant de l'acquisition d'OAA est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- Les synergies résultant du regroupement de nos activités et de celles d'OAA;
- L'élargissement de notre catalogue dans le domaine du service de placement de pilotes et de technicien de maintenance par l'intermédiaire de Parc Aviation;
- Une main-d'œuvre chevronnée composée d'experts en la matière.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 28,3 millions \$. Le montant brut des sommes à recevoir au titre de contrat s'élève à 29,7 millions \$, dont une tranche de 1,4 million \$ a fait l'objet d'une provision pour créances douteuses.

Des produits des activités ordinaires de 35,7 millions \$ et un résultat opérationnel de 1,5 million \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre d'OAA depuis l'acquisition. Si l'OAA avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2012, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel d'OAA de 39,0 millions \$ et de 0,9 million \$ respectivement. Ces montants pro forma non audités ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec CAE. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas représentatifs de notre rendement futur.

Les actifs nets acquis et les passifs nets pris en charge dans le cadre de l'acquisition se présentent comme suit :

<i>(en millions)</i>	30 juin 2012
Actif courant ¹⁾	38,4 \$
Passif courant	(76,5)
Immobilisations corporelles (principalement FFS)	158,9
Immobilisations incorporelles	70,2
Goodwill ²⁾	131,0
Impôts sur le résultat différés	(18,9)
Dette à long terme	(32,3)
Passifs non courants	(3,5)
Juste valeur des actifs nets acquis, abstraction faite de la situation de trésorerie à l'acquisition	267,3 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une filiale acquise	14,6
Contrepartie totale³⁾	281,9 \$
Prix d'achat à payer	(2,6)
Contrepartie totale, réglée en trésorerie	279,3 \$
Contrepartie supplémentaire liée à des acquisitions d'exercices antérieurs	(0,3)
Sortie de trésorerie liée à l'acquisition	279,0 \$

¹⁾ Abstraction faite des fonds en caisse.

²⁾ Ce goodwill n'est pas déductible aux fins fiscales.

³⁾ La contrepartie totale de 281,9 millions \$ inclut un montant de 279,3 millions \$ payé aux anciens actionnaires d'OAA pour le rachat de la dette.

Autres

Des ajustements au niveau du calcul des actifs nets identifiables acquis et des passifs nets identifiables pris en charge à l'égard des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2012 ont été apportés pendant la période et ont donné lieu à une diminution nette de 2,3 millions \$ du goodwill et à une augmentation nette de 2,8 millions \$ des immobilisations incorporelles. La contrepartie supplémentaire résiduelle qui pourrait devoir être payée pour les acquisitions des exercices antérieurs si certaines conditions sont réunies s'élève à 9,1 millions \$.

Les variations du goodwill se présentent comme suit :

<i>Trimestre clos les 30 juin</i> <i>(en millions)</i>	2012	2011
Valeur comptable nette à l'ouverture de la période	298,1 \$	195,1 \$
Acquisition de filiales	128,7	0,3
Différences de conversion	3,7	(0,5)
Valeur comptable nette à la clôture de la période	430,5 \$	194,9 \$

11. MODIFICATION DE MÉTHODES COMPTABLES

Aucune méthode comptable n'a été modifiée au cours du trimestre écoulé.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2012, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le président et chef de la direction, et le chef de la direction financière de la Société examinent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et procèdent à une évaluation chaque trimestre. À la fin du premier trimestre, le président et chef de la direction, et le chef de la direction financière étaient satisfaits de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société.

Le 16 mai 2012, la Société a acquis OAA. Conformément au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, le chef de la direction et le chef des finances de la Société ont limité l'étendue de la conception des contrôles et procédures d'information de CAE ainsi que son contrôle interne à l'égard de l'information financière de manière à exclure les contrôles, les politiques et les procédures d'OAA. OAA a recours à des systèmes et procédés informationnels et comptables distincts. La Société a commencé l'intégration des systèmes comptables, des contrôles internes, des politiques et des procédures d'OAA aux systèmes, contrôles internes, politiques et procédures de la Société. Le processus d'intégration devrait s'achever au cours de l'exercice 2013. L'apport d'OAA à nos états financiers consolidés pour le trimestre clos le 30 juin 2012 a été d'environ 7 % des produits des activités ordinaires consolidés et de moins de 2 % des produits opérationnels sectoriels consolidés. En outre, au 30 juin 2012, le total de l'actif et le total du passif d'OAA représentaient respectivement 12 % et 6 % du total de l'actif et du passif consolidé.

13. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

<i>(non audités)</i> <i>(en millions, sauf les montants par action et les taux de change)</i>	T1	T2	T3	T4	Total à ce jour
Exercice 2013					
Produits des activités ordinaires	\$ 480,1	¹⁾	¹⁾	¹⁾	480,1
Résultat net	\$ 21,7	¹⁾	¹⁾	¹⁾	21,7
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 21,3	¹⁾	¹⁾	¹⁾	21,3
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ 0,4	¹⁾	¹⁾	¹⁾	0,4
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,08	¹⁾	¹⁾	¹⁾	0,08
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,08	¹⁾	¹⁾	¹⁾	0,08
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	258,4	¹⁾	¹⁾	¹⁾	258,4
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,6	¹⁾	¹⁾	¹⁾	258,6
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,01	¹⁾	¹⁾	¹⁾	1,01
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,30	¹⁾	¹⁾	¹⁾	1,30
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,60	¹⁾	¹⁾	¹⁾	1,60
Exercice 2012					
Produits des activités ordinaires	\$ 427,9	433,5	453,1	506,7	Total 1 821,2
Résultat net	\$ 43,5	38,7	46,1	53,7	182,0
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 43,1	38,4	45,6	53,2	180,3
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ 0,4	0,3	0,5	0,5	1,7
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,17	0,15	0,18	0,21	0,70
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,17	0,15	0,18	0,21	0,70
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	257,0	257,3	257,6	257,9	257,5
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,0	258,0	258,0	258,6	258,2
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	0,97	0,98	1,02	1,00	0,99
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,39	1,38	1,38	1,31	1,37
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,58	1,58	1,61	1,57	1,58
Exercice 2011					
Produits des activités ordinaires	\$ 366,4	388,0	410,8	465,6	Total 1 630,8
Résultat net	\$ 36,6	39,4	38,9	46,0	160,9
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 37,2	39,1	38,5	45,5	160,3
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ (0,6)	0,3	0,4	0,5	0,6
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,15	0,15	0,15	0,18	0,62
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,14	0,15	0,15	0,18	0,62
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	256,5	256,6	256,8	256,9	256,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	256,8	257,1	257,7	258,2	257,5
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,03	1,04	1,01	0,99	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,31	1,34	1,38	1,35	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,53	1,61	1,60	1,58	1,58

¹⁾ Donnée non disponible.

État consolidé de la situation financière

<i>(non audités)</i>		30 juin	31 mars
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	2012	2012
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		259,3 \$	287,3 \$
Comptes débiteurs	4	385,6	308,4
Contrats en cours : actifs		269,8	245,8
Stocks		161,3	153,1
Paiements d'avance		57,8	47,7
Impôts sur le résultat à recouvrer		109,4	95,5
Actifs financiers dérivés		8,9	10,3
Total de l'actif courant		1 252,1 \$	1 148,1 \$
Immobilisations corporelles		1 479,1	1 293,7
Immobilisations incorporelles		746,4	533,2
Actifs d'impôt différé		31,0	24,1
Actifs financiers dérivés		7,2	7,2
Autres actifs		179,3	177,4
Total de l'actif		3 695,1 \$	3 183,7 \$
Passif et capitaux propres			
Comptes créditeurs et charges à payer		609,9 \$	597,6 \$
Provisions		45,4	21,6
Impôts sur le résultat à payer		7,0	10,9
Contrats en cours : passifs		118,4	104,6
Partie courante de la dette à long terme	5	238,6	136,0
Passifs financiers dérivés		12,7	12,7
Total du passif courant		1 032,0 \$	883,4 \$
Provisions		8,8	6,0
Dette à long terme	5	1 009,6	685,6
Obligations relatives aux redevances		159,4	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel		120,1	114,2
Profits différés et autres passifs non courants		184,2	186,0
Passifs d'impôt différé		118,7	91,8
Passifs financiers dérivés		11,3	12,9
Total du passif		2 644,1 \$	2 141,5 \$
Capitaux propres			
Capital-actions		459,0 \$	454,5 \$
Surplus d'apport		20,1	19,2
Cumul des autres éléments du résultat global		(14,3)	(9,8)
Résultats non distribués		564,6	558,0
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		1 029,4 \$	1 021,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		21,6	20,3
Total des capitaux propres		1 051,0 \$	1 042,2 \$
Total du passif et des capitaux propres		3 695,1 \$	3 183,7 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Compte consolidé de résultat

*(non audités)**Trimestres clos les 30 juin**(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)*

	Notes	2012	2011
Produits des activités ordinaires	13	480,1 \$	427,9 \$
Coût des ventes		321,0	288,3
Marge brute		159,1 \$	139,6 \$
Frais de recherche et de développement		14,0	15,2
Frais de vente, généraux et d'administration		68,4	62,3
Autres (profits) pertes – montant net	6	(0,1)	(9,9)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	11	32,0	-
Résultat opérationnel		44,8 \$	72,0 \$
Produits financiers	5	(1,5)	(1,2)
Charges financières	5	18,4	16,1
Charges financières – montant net		16,9 \$	14,9 \$
Résultat avant impôts sur le résultat		27,9 \$	57,1 \$
Charge d'impôt sur le résultat		6,2	13,6
Résultat net		21,7 \$	43,5 \$
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		21,3 \$	43,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		0,4	0,4
		21,7 \$	43,5 \$
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société			
De base et dilué	7	0,08 \$	0,17 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

(non audités)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	2012	2011
Résultat net	21,7 \$	43,5 \$
Autres éléments du résultat global		
Différence de conversion		
Différences de conversion nettes liées aux états financiers des établissements à l'étranger	2,9 \$	(0,9) \$
Montant net des (pertes) profits sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(2,5)	0,8
	0,4 \$	(0,1) \$
Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie		
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(4,8) \$	(2,0) \$
Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie virées au résultat net ou aux actifs ou passifs non financiers connexes	(1,4)	(4,5)
Impôts sur le résultat	1,4	1,3
	(4,8) \$	(5,2) \$
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies		
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies	(6,0) \$	(2,7) \$
Impôts sur le résultat	1,6	0,7
	(4,4) \$	(2,0) \$
Autres éléments du résultat global	(8,8) \$	(7,3) \$
Résultat global total	12,9 \$	36,2 \$
Résultat global total attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	12,4 \$	35,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,5	0,4
Résultat global total	12,9 \$	36,2 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des variations en capitaux propres

(non audités)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								
	Notes	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<i>Trimestre clos le 30 juin 2012</i>									
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>									
Soldes à l'ouverture de la période		258 266 295	454,5 \$	19,2 \$	(9,8)\$	558,0 \$	1 021,9 \$	20,3 \$	1 042,2 \$
Résultat net		-	-	-	-	21,3	21,3	0,4	21,7
Autres éléments du résultat global :									
Différence de conversion		-	-	-	0,3	-	0,3	0,1	0,4
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	(4,8)	-	(4,8)	-	(4,8)
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(4,4)	(4,4)	-	(4,4)
Résultat global total		-	- \$	- \$	(4,5)\$	16,9 \$	12,4 \$	0,5 \$	12,9 \$
Options sur actions exercées		217 875	1,8	-	-	-	1,8	-	1,8
Achat facultatif au comptant		516	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes en actions	7	224 245	2,1	-	-	(2,1)	-	-	-
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	0,6	(0,6)	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	1,5	-	-	1,5	-	1,5
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	-	-	0,8	0,8
Dividendes	7	-	-	-	-	(8,2)	(8,2)	-	(8,2)
Soldes à la clôture de la période		258 708 931	459,0 \$	20,1 \$	(14,3)\$	564,6 \$	1 029,4 \$	21,6 \$	1 051,0 \$

(non audités)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								
	Notes	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<i>Trimestre clos le 30 juin 2011</i>									
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>									
Soldes à l'ouverture de la période		256 964 756	440,7 \$	17,1 \$	(9,8)\$	466,4 \$	914,4 \$	18,5 \$	932,9 \$
Résultat net		-	-	-	-	43,1	43,1	0,4	43,5
Autres éléments du résultat global :									
Différence de conversion		-	-	-	(0,1)	-	(0,1)	-	(0,1)
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	(5,2)	-	(5,2)	-	(5,2)
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(2,0)	(2,0)	-	(2,0)
Résultat global total		-	- \$	- \$	(5,3)\$	41,1 \$	35,8 \$	0,4 \$	36,2 \$
Options sur actions exercées		127 950	0,7	-	-	-	0,7	-	0,7
Dividendes en actions	7	124 075	1,6	-	-	(1,6)	-	-	-
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	0,4	(0,4)	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	1,4	-	-	1,4	-	1,4
Dividendes	7	-	-	-	-	(8,7)	(8,7)	-	(8,7)
Soldes à la clôture de la période		257 216 781	443,4 \$	18,1 \$	(15,1)\$	497,2 \$	943,6 \$	18,9 \$	962,5 \$

Le total des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global pour le trimestre clos le 30 juin 2012 s'est élevé à 550,3 millions \$ (482,1 millions \$ en 2011).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audités)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2012	2011
Activités opérationnelles			
Résultat net		21,7 \$	43,5 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		25,0	21,8
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs		10,2	7,0
Amortissement des frais de financement	5	0,6	0,4
Impôts sur le résultat différés		5,3	12,1
Crédits d'impôt à l'investissement		(4,9)	(4,4)
Paievements fondés sur des actions		(3,9)	5,5
Régimes de retraite à prestations définies		(1,2)	(2,0)
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(3,5)	(2,5)
Autres		(3,1)	(9,2)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	9	(120,2)	(160,0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		(74,0) \$	(87,8) \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris	2	(264,4) \$	- \$
Coentreprise, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris	3	-	(24,9)
Dépenses d'investissement au titre des immobilisations corporelles		(46,5)	(30,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		-	23,7
Frais de développement inscrits à l'actif		(12,4)	(7,3)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(4,5)	(4,7)
Autres		0,8	(0,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(327,0) \$	(43,8) \$
Activités de financement			
Emprunt net aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		125,0 \$	49,0 \$
Incidence nette du programme portant sur des actifs financiers courants		(16,7)	0,8
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction		321,6	9,6
Remboursement sur la dette à long terme		(45,1)	(11,4)
Remboursement sur contrats de location-financement		(3,7)	(3,5)
Dividendes versés	7	(8,2)	(8,7)
Émission d'actions ordinaires		1,8	0,7
Autres		(1,7)	(0,6)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		373,0 \$	35,9 \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(28,0) \$	(95,7) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		287,3	276,4
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		-	0,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		259,3 \$	180,9 \$
Information supplémentaire :			
Dividendes reçus		2,0 \$	2,8 \$
Intérêts payés		14,2	11,5
Intérêts reçus		2,1	1,8
Impôts payés		6,9	14,0

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 9 août 2012.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des services liés aux dispositifs de simulation, et mettent au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires, les aviateurs, les fournisseurs de formation et de services en soins de santé, ainsi que l'industrie minière. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en cinq secteurs :

- i) Formation et services associés – Civil (FS/C) : fournit des services de formation pour l'aviation d'affaires, l'aviation commerciale et sur hélicoptère au personnel navigant, à l'équipage de bord, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- ii) Produits de simulation – Civil (PS/C) : conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation fondée sur la simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- iii) Produits de simulation – Militaire (PS/M) : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- iv) Formation et services associés – Militaire (FS/M) : fournit des services de formation clés en main, des services professionnels fondés sur la simulation ainsi que des solutions de maintenance et de soutien en service;
- v) Nouveaux marchés principaux (NMP) : conçoit, réalise et fournit des services et de l'équipement de formation en soins de santé ainsi que des services et des outils pour le secteur minier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent, à des degrés divers, les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Produits de simulation – Civil vend de ses dispositifs directement aux compagnies aériennes. Il est donc directement exposé aux phases d'expansion et de repli que connaît cycliquement le secteur de l'aviation commerciale. Les activités du secteur Formation et services associés – Civil subissent le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes font leur formation. Historiquement, les services de formation de CAE sont donc davantage sollicités au cours des premier et quatrième trimestres de son exercice financier, qu'au cours des deuxième et troisième trimestres.

Les prises de commandes des secteurs militaires peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

Base d'établissement

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles qui sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la norme IFRS telle que publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) aux fins de l'établissement d'états financiers intermédiaires, soit IAS 34 (« Information financière intermédiaire »). Les méthodes comptables employées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires s'appuient sur les IFRS publiées et en vigueur en date du 9 août 2012, date d'approbation des états financiers par le conseil d'administration.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être à la lumière des plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : instruments financiers dérivés; instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net; actif financier disponible à la vente et passifs au titre des accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2012, à l'exception des modifications d'estimations nécessaires pour calculer la charge d'impôt sur le résultat. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

NOTE 2 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Acquisitions au cours de l'exercice 2013

Au 30 juin 2012, la Société a effectué une transaction de regroupement d'entreprises pour une contrepartie totale de 281,9 millions \$, exclusion faite d'un montant de 32,4 millions \$ au titre des passifs repris et des fonds en caisse.

Un montant de 4,9 millions \$ de coûts liés aux acquisitions est pris en compte dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition inscrits au compte consolidé de résultat pour la période close le 30 juin 2012.

Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à R. L.

En mai 2012, la Société a acquis 100 % des actions de l'Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à R. L. (OAA), un fournisseur de services de formation aéronautique et de placement des membres d'équipage. Grâce à cette acquisition, CAE renforce son leadership et sa portée mondiale dans le domaine de la formation pour l'aviation civile en augmentant son nombre de centres de formation, en étendant son réseau d'écoles de pilotage et en élargissant son catalogue de solutions de formation aéronautique et de services de placement de membres d'équipage.

Dans le cadre de l'acquisition susmentionnée, l'évaluation provisoire de la juste valeur des actifs identifiables nets acquis et des passifs identifiables nets pris en charge est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises, soit 70,2 millions \$ (y compris les noms de marque et les relations avec des clients), est provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces immobilisations ait été finalisée. Un goodwill provisoire de 131,0 millions \$ découlant de l'acquisition de OAA est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- Les synergies résultant du regroupement des activités de CAE avec celles d'OAA;
- L'élargissement du catalogue de CAE dans le domaine du service de placement de pilotes et de techniciens de maintenance par l'intermédiaire de Parc Aviation;
- Une main-d'œuvre chevronnée composée d'experts en la matière.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 28,3 millions \$. Le montant brut des sommes à recevoir au titre de contrats s'élève à 29,7 millions \$, dont une tranche de 1,4 million \$ a fait l'objet d'une provision pour créances douteuses.

Des produits des activités ordinaires de 35,7 millions \$ et un résultat opérationnel de 1,5 million \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre d'OAA depuis l'acquisition. Si OAA avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2012, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel d'OAA de 39,0 millions \$ et de 0,9 million \$ respectivement. Ces montants pro forma non audités ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec CAE. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas représentatifs du rendement futur de la Société.

Les actifs nets acquis et les passifs nets pris en charge dans le cadre de l'acquisition se présentent comme suit :

<i>(non audités)</i>	30 juin
<i>(montants en millions)</i>	2012
Actif courant ¹⁾	38,4 \$
Passif courant	(76,5)
Immobilisations corporelles (principalement FFS)	158,9
Immobilisations incorporelles	70,2
Goodwill ²⁾	131,0
Impôts sur le résultat différés	(18,9)
Dette à long terme	(32,3)
Passifs non courants	(3,5)
Juste valeur des actifs nets acquis, abstraction faite de la situation de trésorerie à l'acquisition	267,3 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une filiale acquise	14,6
Contrepartie totale³⁾	281,9 \$
Prix d'achat à payer	(2,6)
Contrepartie totale, réglée en trésorerie	279,3 \$
Contrepartie supplémentaire liée à des acquisitions d'exercices antérieurs	(0,3)
Sortie de trésorerie liée à l'acquisition	279,0 \$

¹⁾ Abstraction faite des fonds en caisse.

²⁾ Ce goodwill n'est pas déductible aux fins fiscales.

³⁾ La contrepartie totale de 281,9 millions \$ inclut un montant de 279,3 millions \$ payé aux anciens actionnaires d'OAA pour le repaiement de la dette.

Autres

Des ajustements au niveau du calcul des actifs nets identifiables acquis et des passifs nets identifiables pris en charge à l'égard des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2012 ont été apportés pendant la période et ont donné lieu à une diminution nette de 2,3 millions \$ du goodwill et à une augmentation nette de 2,8 millions \$ des immobilisations incorporelles. La contrepartie supplémentaire résiduelle qui pourrait devoir être payée pour les acquisitions des exercices antérieurs si certaines conditions sont réunies s'élève à 9,1 millions \$.

Les variations du goodwill se présentent comme suit :

<i>(non audités)</i>	2012	2011
<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		
<i>(montants en millions)</i>		
Valeur comptable nette à l'ouverture de la période	298,1 \$	195,1 \$
Acquisition de filiales	128,7	0,3
Différences de conversion	3,7	(0,5)
Valeur comptable nette à la clôture de la période	430,5 \$	194,9 \$

NOTE 3 – PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en la conception, la fabrication et la fourniture de produits de pointe pour la formation sur hélicoptères militaires, les activités des autres coentreprises sont axées sur la prestation de services de formation et de services associés aussi bien à l'aviation civile que militaire.

Le tableau suivant résume l'information financière à l'égard de la participation de la Société dans des coentreprises :

<i>(non audités)</i>	30 juin	31 mars
<i>(montants en millions)</i>	2012	2012
Actif		
Actif courant	70,6 \$	74,4 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs non courants	321,5	315,6
Passif		
Passif courant	48,8	53,8
Dette à long terme (y compris la partie courante)	110,2	113,9
Profits différés et autres passifs non courants	9,1	9,5

*(non audités)**Trimestres clos les 30 juin**(montants en millions)*

	2012	2011
Données sur le résultat		
Produits des activités ordinaires	31,3 \$	26,7 \$
Résultat net	7,8	6,1
Résultat opérationnel sectoriel		
FS/C	7,0	4,5
PS/M	0,2	0,7
FS/M	2,8	3,5

Il n'existe aucun passif éventuel relatif aux participations de la Société dans les coentreprises ni aucun passif éventuel relatif aux coentreprises elles-mêmes.

La quote-part attribuable à la Société des engagements en capital des coentreprises elles-mêmes se chiffre à 74,2 millions \$ au 30 juin 2012 (84,7 millions \$ au 31 mars 2012).

NOTE 4 – COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont portés à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentaient comme suit :

<i>(non audités)</i>	30 juin	31 mars
<i>(montants en millions)</i>	2012	2012
Comptes clients en souffrance, mais non dépréciés		
1-30 jours	41,9 \$	30,1 \$
31-60 jours	20,8	10,2
61-90 jours	11,6	8,5
Plus de 90 jours	34,4	33,5
Total	108,7 \$	82,3 \$
Provision pour créances douteuses	(9,1)	(7,6)
Comptes clients courants	142,7	121,6
Comptes débiteurs non facturés	57,7	48,2
Montants à recevoir de parties liées (note 12)	28,4	23,4
Autres comptes débiteurs	57,2	40,5
Total des comptes débiteurs	385,6 \$	308,4 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

*(non audités)**Trimestres clos les 30 juin**(montants en millions)*

	2012	2011
Provision pour créances douteuses à l'ouverture de la période	(7,6) \$	(6,0) \$
Ajouts	(2,4)	(0,6)
Radiations	0,4	0,3
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises	0,5	0,4
Différences de conversion	-	-
Provision pour créances douteuses à la clôture de la période	(9,1) \$	(5,9) \$

NOTE 5 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET**Dettes à long terme****Facilité de crédit non garantie de premier rang**

En mai 2012, la Société a conclu une facilité de crédit non garantie de premier rang assortie d'une durée de deux ans dont un montant de 304,1 millions \$ a été utilisé pour financer l'acquisition d'OAA. La facilité de crédit porte intérêt à des taux variables fondés sur les taux des acceptations bancaires ou le TIBEUR majoré d'une marge. Les taux s'établissaient à 2,7 % et à 1,8 % respectivement le 30 juin 2012.

Contrats de location-financement

Par le biais de l'acquisition d'OAA, la Société a pris en charge des contrats de location visant plusieurs simulateurs situés en Europe. Ces contrats de location sont classés comme des contrats de location-financement, et les obligations au titre de ces contrats de location-financement s'élèvent à 33,5 millions \$ au 30 juin 2012, les taux de location implicites variant d'environ 4,3 % à 10,0 %.

En mai 2012, la Société, par l'entremise d'une filiale en propriété exclusive, a conclu un contrat de location-financement visant la location d'un simulateur situé aux États-Unis. Cette location est assortie d'une obligation de 4,3 millions \$ au 30 juin 2012, pour un taux de location implicite de 3,4 %.

Refinancement des facilités de crédit

Le 29 juin 2012, la Société a modifié ses facilités de crédit renouvelables non garanties de manière à repousser la date d'échéance d'avril 2015 à avril 2017, ainsi qu'à porter le montant disponible aux termes de la facilité de 450,0 millions \$ US à 550,0 millions \$ US à des conditions plus favorables.

Charge financière – montant net*(non auditées)**Trimestres clos les 30 juin**(montants en millions)*

	2012	2011
Charges financières :		
Dettes à long terme (hormis les contrats de location-financement)	11,9 \$	8,2 \$
Contrats de location-financement	2,6	2,7
Obligations relatives aux redevances	2,8	3,4
Dotation aux amortissements des frais de financement	0,6	0,4
Désactualisation des provisions	0,3	0,4
Autres	1,4	1,9
Charge d'intérêts postérieure aux swaps de taux d'intérêt	(0,4)	(0,5)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ¹⁾	(0,8)	(0,4)
Charges financières	18,4 \$	16,1 \$
Produits financiers :		
Produit d'intérêts sur les prêts et créances	(0,3) \$	(0,1) \$
Autres	(1,2)	(1,1)
Produits financiers	(1,5) \$	(1,2) \$
Charges financières – montant net	16,9 \$	14,9 \$

¹⁾ Le taux d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 4,8 % pour le trimestre clos le 30 juin 2012 (6,0 % en 2011).

NOTE 6 – AUTRES (PROFITS) PERTES – MONTANT NET*(non auditées)**Trimestres clos les 30 juin**(montants en millions)*

	2012	2011
Cession ou mise hors service d'immobilisations corporelles	- \$	(6,8) \$
Montant net des différences de conversion	0,2	(0,9)
Produits de dividendes	-	(1,2)
Produits de redevances	(0,1)	(0,1)
Autres	(0,2)	(0,9)
Autres (profits) pertes – montant net	(0,1) \$	(9,9) \$

NOTE 7 – RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

(non auditées)

Trimestres clos les 30 juin

	2012	2011
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	258 400 595	256 999 621
Effet dilutif des options sur actions	206 871	1 001 446
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	258 607 466	258 001 067

Au 30 juin 2012, des options sur 4 042 043 actions ordinaires (2 627 400 en 2011) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Les dividendes déclarés pour le premier trimestre de l'exercice 2013 se sont élevés à 10,3 millions \$, soit 0,04 \$ par action (10,3 millions \$ en 2012, soit 0,04 \$ par action).

NOTE 8 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat net :

(non auditées)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2012	2011
Charges de personnel	169,8 \$	157,8 \$
Paiements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions	5,4	6,7
Charges de retraite – régimes à prestations définies	3,7	2,3
Charges de retraite – régimes à cotisations définies	1,6	1,6
Total de la charge de rémunération du personnel	180,5 \$	168,4 \$

NOTE 9 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

(non auditées)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2012	2011
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Comptes débiteurs	(51,5) \$	(22,8) \$
Contrats en cours : actifs	(21,1)	(11,9)
Stocks	(5,6)	(17,4)
Paiements d'avance	(2,0)	1,5
Impôts sur le résultat à recouvrer	(5,6)	(7,9)
Actifs financiers dérivés	2,1	16,7
Comptes créditeurs et charges à payer	(54,5)	(71,7)
Provisions	15,6	(2,2)
Impôts sur le résultat à payer	(5,0)	(7,1)
Contrats en cours : passifs	13,3	(22,2)
Passifs financiers dérivés	(5,9)	(15,0)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(120,2) \$	(160,0) \$

NOTE 10 – AIDE GOUVERNEMENTALE**Projet Falcon et projet Nouveaux marchés principaux**

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Falcon et Nouveaux marchés principaux sont présentés dans le tableau suivant :

(non audités)

Trimestre clos le 30 juin

(montants en millions)

	2012
Montant à recevoir à l'ouverture de la période	8,3 \$
Contributions	9,0
Paievements reçus	(8,8)
Montant à recevoir à la clôture de la période (note 4)	8,5 \$

Information globale à l'égard des programmes

Le tableau suivant présente le montant global des contributions comptabilisées à l'égard de ces programmes :

(non audités)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2012	2011
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :		
Projet Falcon	2,0 \$	1,9 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	1,0	1,1
Contributions créditées aux résultats :		
Projet Falcon	5,6 \$	5,7 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	0,4	1,0
Total des contributions :		
Projet Falcon	7,6 \$	7,6 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	1,4	2,1

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

NOTE 11 – COÛTS DE RESTRUCTURATION, D'INTÉGRATION ET D'ACQUISITION

(non audités)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2012	2011
Coûts de restructuration	27,0 \$	-
Coûts d'intégration	0,1	-
Coûts d'acquisition	4,9	-
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	32,0 \$	-

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail et autres coûts liés, y compris l'obligation connexe au titre des avantages du personnel. Des provisions pour coûts de restructuration sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique actuelle ou implicite du fait d'événements passés et qu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources, dont le montant peut être estimé de manière fiable, sera nécessaire pour régler l'obligation. Les provisions pour coûts de restructuration correspondent à la meilleure estimation que peut faire la Société du montant requis pour régler l'obligation à la clôture de la période de présentation de l'information, et elles sont actualisées lorsque l'effet est important.

Coûts d'intégration

Les coûts d'intégration représentent les coûts différentiels directement liés à l'intégration d'OAA dans les activités courantes de la Société. Il s'agit principalement des dépenses liées au redéploiement de simulateurs, à la normalisation des processus et de la réglementation, à l'intégration des systèmes et autres activités.

Coûts d'acquisition

Les coûts d'acquisition représentent les coûts qui se rattachent directement à l'acquisition d'OAA. Ces coûts comprennent les charges, les frais, les commissions et les autres coûts associés à la collecte d'information, à la négociation des contrats et aux évaluations des risques, ainsi qu'aux services des avocats, des conseillers et des spécialistes.

Le tableau suivant présente la variation de la provision pour coûts de restructuration :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Coûts de restructuration
Provision totale au 31 mars 2012	0,7 \$
Moins la partie courante	0,7
Partie à long terme	- \$
Ajouts, y compris les augmentations des provisions existantes	27,0
Montants utilisés	(9,2)
Provision totale au 30 juin 2012	18,5 \$
Moins la partie courante	18,5
Partie à long terme	- \$

NOTE 12 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises qui sont spécifiquement attribuables aux participations des autres coentrepreneurs :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	30 juin 2012	31 mars 2012
Comptes débiteurs	28,4 \$	23,4 \$
Contrats en cours : actifs	15,5	18,1
Autres actifs	10,0	10,0
Comptes créditeurs et charges à payer	5,0	5,4
Contrats en cours : passifs	5,3	6,1

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises qui sont spécifiquement attribuables aux participations des autres coentrepreneurs :

<i>(non audités)</i> <i>Trimestres clos les 30 juin</i> <i>(montants en millions)</i>	2012	2011
Produits des activités ordinaires tirés des produits et services	13,1 \$	13,3 \$
Achats de produits et services et autres	1,6	0,9
Autres transactions influant sur le résultat	-	6,8

Les montants non courants à recevoir de parties liées découlent d'obligations liées à des contrats de location simple; ils viennent à échéance en octobre 2022 et portent intérêt au taux de 5,14 % par année. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 30 juin 2012 (néant en 2011).

De plus, au cours du premier trimestre de l'exercice 2013, des transactions s'élevant à 0,9 million \$ (0,5 million \$ en 2012) ont été faites aux prix normaux du marché avec certains organismes pour lesquels certains membres du conseil de la Société sont associés ou dirigeants.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération versée ou à verser au personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>(non audités)</i> <i>Trimestres clos les 30 juin</i> <i>(montants en millions)</i>	2012	2011
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	1,6 \$	1,4 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	0,3	0,2
Indemnités de fin de contrat de travail	-	1,5
Paiements fondés sur des actions	0,7	2,2
	2,6 \$	5,3 \$

NOTE 13 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses activités en fonction principalement des produits et services. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions. La Société gère ses opérations par le biais de cinq secteurs (voir la note 1).

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (désigné « résultat opérationnel sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les transactions entre secteurs opérationnels consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C au secteur FS/C, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

*(non audités)**Trimestre clos le 30 juin 2012**(montants en millions)*

	FS/C	PS/C	Civil	PS/M	FS/M	Militaire	NMP	Total
Produits des activités ordinaires externes	170,9	\$ 80,3	\$ 251,2	\$ 135,4	\$ 67,4	\$ 202,8	\$ 26,1	\$ 480,1
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	19,6	1,0	20,6	1,8	2,0	3,8	0,6	25,0
Immobilisations incorporelles et autres actifs	4,1	0,5	4,6	1,3	2,5	3,8	1,8	10,2
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur et stocks	-	0,5	0,5	0,2	0,1	0,3	-	0,8
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des comptes débiteurs	0,2	0,1	0,3	(0,2)	0,1	(0,1)	0,4	0,6
Résultat opérationnel sectoriel	33,3	14,4	47,7	19,5	8,9	28,4	0,7	76,8

*(non audités)**Trimestre clos le 30 juin 2011**(montants en millions)*

	FS/C	PS/C	Civil	PS/M	FS/M	Militaire	NMP	Total
Produits des activités ordinaires externes	124,0	\$ 86,1	\$ 210,1	\$ 135,2	\$ 71,2	\$ 206,4	\$ 11,4	\$ 427,9
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	16,4	1,2	17,6	1,6	2,4	4,0	0,2	21,8
Immobilisations incorporelles et autres actifs	3,2	0,6	3,8	1,1	1,5	2,6	0,6	7,0
Résultat opérationnel sectoriel	35,5	9,7	45,2	18,8	10,6	29,4	(2,6)	72,0

Résultat opérationnel

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat opérationnel sectoriel total et du résultat opérationnel :

*(non audités)**Trimestres clos les 30 juin**(montants en millions)*

	2012	2011
Total du résultat opérationnel sectoriel	76,8	\$ 72,0
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	(32,0)	-
Résultat opérationnel	44,8	\$ 72,0

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

(non audités)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2012	2011
FS/C	42,2 \$	25,2 \$
PS/C	7,7	5,0
PS/M	7,9	6,3
FS/M	2,1	3,2
NMP	3,5	2,9
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	63,4 \$	42,6 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif et le passif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les paiements d'avance, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Le passif utilisé comprend les comptes créditeurs et les charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants et les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

(non audités)

(montants en millions)

	30 juin 2012	31 mars 2012
Actif utilisé		
FS/C	1 800,6 \$	1 334,0 \$
PS/C	285,9	275,3
PS/M	555,8	518,0
FS/M	358,8	359,2
NMP	230,2	225,9
Actif non inclus dans l'actif utilisé	463,8	471,3
Total de l'actif	3 695,1 \$	3 183,7 \$
Passif utilisé		
FS/C	265,3 \$	161,0 \$
PS/C	232,2	236,2
PS/M	219,2	247,6
FS/M	161,7	178,0
NMP	48,3	46,6
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 717,4	1 272,1
Total du passif	2 644,1 \$	2 141,5 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

*(non audités)**Trimestres clos les 30 juin**(montants en millions)*

	2012	2011
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes		
Canada	54,1 \$	58,4 \$
États-Unis	156,3	119,1
Royaume-Uni	40,2	40,6
Allemagne	19,9	42,6
Pays-Bas	13,2	15,0
Autres pays d'Europe	67,8	47,3
Chine	31,4	29,7
Émirats arabes unis	23,0	11,7
Autres pays d'Asie	32,7	31,6
Australie	20,7	16,8
Autres pays	20,8	15,1
	480,1 \$	427,9 \$

*(non audités)***30 juin**

31 mars

*(montants en millions)***2012**

2012

Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé

Canada	432,9 \$	410,8 \$
États-Unis	604,0	577,8
Amérique du Sud	109,4	102,4
Royaume-Uni	319,3	255,6
Espagne	48,5	49,6
Allemagne	59,4	61,4
Belgique	63,3	64,7
Luxembourg	131,5	-
Pays-Bas	75,0	79,3
Autres pays d'Europe	181,2	72,1
Émirats arabes unis	86,2	81,7
Autres pays d'Asie	162,3	140,0
Autres pays	58,9	38,0
	2 331,9 \$	1 933,4 \$